RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DU BUDGET

DOCUMENT N°3

RAPPORT D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES A FIN JUIN 2015

Kinshasa, Septembre 2015

SOMMAIRE

SOMMAIRE i
LISTE DES ACRONYMES ii
LISTE DES TABLEAUX iii
INTRODUCTION 1
I. CONTEXTE D'EXECUTION DU BUDGET 2
II. MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTION DU GOUVERNEMENT 3
III. ETAT D'EXECUTION DES PRINCIPAUX AGREGATS BUDGETAIRES 6
3.1. RESSOURCES BUDGETAIRES MOBILISEES 6
3.1.1. Recettes du budget général 7
3.1.1.1. Recettes internes 7
3.1.1.2. Recettes extérieures 11
3.1.2. Recettes des budgets annexes 12
3.1.3. Recettes des comptes spéciaux 12
3.2. EXECUTION DES DEPENSES 15
3.2.1. Budget général 15
3.2.1.1. Dette publique en capital et frais financiers 17
3.2.1.2. Rémunérations 18
3.2.1.3. Dépenses de biens, matériels et prestations 20
3.2.1.4. Subventions et transferts 23
3.2.1.5. Investissements 24
3.2.1.6. Dépenses exceptionnelles sur ressources propres 31
3.2.1.7. Dépenses de lutte contre la pauvreté (DLCP) 31
3.2.2. Budgets annexes 33
3.2.3. Comptes spéciaux 33
IV. SOLDE BUDGETAIRE 35
CONCLUSION 36

LISTE DES ACRONYMES

ARPTC	:	Autorité de Régulation des Postes et des Télécommunications du Congo
BPO	:	Budget pour Ordre
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BM	:	Banque Mondiale
C2D	:	Contrat de Désendettement et de Développement
DGDA	:	Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	:	Direction Générale des Impôts
DGRAD	:	Direction Générale des Recettes Administratives, judiciaires, Domaniales et de participations
DLCP	:	Dépenses de Lutte Contre la Pauvreté
EPS-INC	:	Enseignement Primaire, Secondaire et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté
ESB	:	Etat de Suivi Budgétaire
ESU	:	Enseignement Supérieur et Universitaire
ETD	:	Entité Territoriale Décentralisée
ETP	:	Enseignement Technique et Professionnel
FC	:	Franc Congolais
FNPSS	:	Fonds National de Promotion de Service Social
FPI	:	Fonds de Promotion de l'Industrie
IBP	:	Impôt sur les Bénéfices et Profits
IPR	:	Impôt Professionnel sur les Rémunérations
LOFIP	:	Loi relative aux Finances Publiques
PAG	:	Programme d'Action du Gouvernement
PGAI	:	Plateforme de Gestion de l'Aide et de l'Investissements
PTNTIC	:	Postes, Téléphones, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
PTM	:	Projet de Transport Multimodal
RDC	:	République Démocratique du Congo
TOFE	:	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	:	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	:	Union Européenne
USD	:	United State Dollars (Dollars des Etats Unis)

LISTE DES TABLEAUX

N° Tableau	Intitulé	Page
1	Exécution par axe du Programme d'actions du Gouvernement à fin juin 2015.	3
2	Synthèse des recettes réalisées à fin juin 2015.	6
3	Réalisation des recettes du Budget général à fin juin 2015	7
3.1	Recettes des douanes et accises réalisées à fin juin 2015	8
3.2	Recettes des impôts (hors pétroliers producteurs) réalisées à fin juin 2015	9
3.3	Recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations (hors pétroliers producteurs) réalisées à fin juin 2015	9-10
4	Recettes des Budgets annexes à fin juin 2015	12
5	Recettes des comptes spéciaux à fin juin 2015	12-14
6	Exécutions des dépenses par rubrique budgétaire à fin juin 2015	16-17
6.1	Dépenses de rémunérations par section à fin juin 2015	18-20
6.2	Dépenses de biens, matériels et prestations par section à fin juin 2015	21-22
6.3	Charges communes à fin juin 2015	23
6.4	Subventions et transferts par section à fin juin 2015	24
6.5	Contrepartie des projets à fin juin 2015	25-27
6.6	Investissements sur ressources propres à fin juin 2015	27-28
6.7	Investissements sur ressources extérieures à fin juin 2015	29-30
6.8	Dépenses exceptionnelles sur ressources propres à fin juin 2015	31
7	Dépenses de lutte contre la pauvreté par rubrique à fin juin 2015	32
8	Dépenses de lutte contre la pauvreté par administration à fin juin 2015	32-33
9	Dépenses des Budgets annexes à fin juin 2015	33
10	Dépenses des comptes spéciaux à fin juin 2015	34

INTRODUCTION

Le présent rapport retrace le niveau d'exécution du budget du pouvoir central de l'exercice 2015 évalué à fin juin.

Conformément à l'article 79 point 3 de la Loi relative aux finances publiques, le rapport d'exécution du budget du premier semestre accompagne le projet de Loi de finances de l'année au Parlement. Il rend compte de la mise en œuvre à mi-parcours des politiques publiques, des ressources budgétaires mobilisées ainsi que des défis et contraintes y relatifs.

Le rapport d'exécution du budget constitue l'un des indicateurs de la transparence des finances publiques.

Au cours de l'exécution du budget, le Gouvernement de la République produit périodiquement des états de suivi budgétaire (ESB) affichés sur le site internet du Ministère du Budget (www.budget.gouv.cd). Les ESB conciliés avec les statistiques du tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE), constituent la base d'élaboration du présent rapport, articulé comme suit :

- Contexte d'exécution du budget ;
- Mise en œuvre du Programme d'Action du Gouvernement ;
- Etat d'exécution des principaux agrégats budgétaires ;
- Analyse du solde budgétaire.

Le rapport se termine par une brève conclusion.

I. CONTEXTE D'EXECUTION DU BUDGET

La Loi de finances de l'exercice 2015 a été mise en œuvre dans un contexte économique caractérisé notamment par la baisse des cours des principales matières premières d'exportation de notre pays qui a négativement influencé le niveau des recettes mobilisées et, par ricochet, celui des dépenses exécutées au cours du premier semestre de l'année. Cette baisse des cours est consécutive au ralentissement de l'activité économique dans les pays émergents, principalement la Chine.

En effet, l'industrie extractive étant l'un des principaux secteurs porteurs de croissance dans notre pays, cette baisse des cours sur le marché international a induit le ralentissement de l'activité économique. Ainsi, initialement projeté à **10,4%**, le taux de croissance économique devrait s'établir à **9,2%** pour l'exercice 2015 au regard des estimations à fin mars.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de son Programme d'Action (PAG) qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie budgétaire de la mandature et de la trajectoire des finances publiques 2012 – 2016.

Dans l'optique d'accompagner la mise en œuvre de la Loi de finances de l'exercice 2015, certaines dispositions des lois fiscales et non fiscales ci-après ont été modifiées ou renforcées :

- Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus ;
- Loi n°004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales ;
- Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Ordonnance-loi n°13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits.

Les principaux indicateurs macroéconomiques ayant soutenu les prévisions budgétaires de l'exercice 2015 se déclinent comme suit :

- Taux de croissance du PIB : **10,4%**
- Déflateur du PIB : **3,3%**
- Taux d'inflation moyen : **3,6%**
- Taux d'inflation fin période : **3,5%**
- Taux de change moyen : **936,5 FC/USD**
- Taux de change fin période : **943,9 FC/USD**
- PIB nominal (en milliards de Fc) : **36.325,20**

II. MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTION DU GOUVERNEMENT

La Loi de finances de l'exercice 2015 est élaborée et exécutée conformément au Programme d'Action du Gouvernement. L'exécution au premier semestre 2015 est présentée suivant les axes prioritaires du PAG tels que repris au tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Exécution par Axe du PAG à fin juin 2015

AXE		Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Budg. Voté	Exécution	Struc. Exéc.	Taux Exéc.
1	POURSUIVRE ET FINALISER LES REFORMES INSTITUTIONNELLES EN VUE DE RENFORCER L'EFFICACITE DE L'ETAT	2 344 383 985 972	1 172 191 992 986	30,9	668 315 236 360	30,3	57,0
2	CONSOLIDER LA STABILITE MACROECONOMIQUE ET ACCELERER LA CROISSANCE ET LA CREATION D'EMPLOIS	1 972 089 216 722	986 044 608 361	26,0	750 987 290 875	34,1	76,2
3	POURSUIVRE LA CONSTRUCTION ET LA MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DE BASE	653 988 652 554	326 994 326 277	8,6	107 610 784 885	4,9	32,9
4	AMELIORER LE CADRE DE VIE ET LES CONDITIONS SOCIALES DE LA POPULATION	2 507 781 774 856	1 253 890 887 428	33,1	637 090 045 054	28,9	50,8
5	RENFORCER LE CAPITAL HUMAIN ET L'EDUCATION A LA CITOYENNETE	45 951 651 848	22 975 825 924	0,6	22 676 349 344	1,0	98,7
6	RENFORCER LA DIPLOMATIE ET LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	62 023 681 476	31 011 840 738	0,8	18 097 459 997	0,8	58,4
Total général		7 586 218 963 428	3 793 109 481 714	100,0	2 204 777 166 515	100,0	58,1

Source : ESB à fin juin 2015

Les affectations des ressources par axe se présentent comme suit :

Axe 1 : Poursuite et finalisation des réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat

Dans le cadre de cet objectif, les dépenses effectuées ont atteint **668,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **57,0%**.

Les actions inscrites dans cet axe ont porté principalement sur l'amélioration du processus de prise de décision publique **(226,0 milliards de FC),** sur la poursuite du processus de décentralisation **(94,2 milliards de FC)**, sur la poursuite des réformes de l'Administration publique, de l'Armée, de la Police Nationale, des services de sécurité et du système judiciaire **(330,3 milliards de FC)**, sur la lutte contre la corruption et l'impunité et sur la promotion des droits de l'homme **(12,2 milliards de FC),** sur la promotion du genre et sur l' amélioration du statut de la femme et de l'enfant **(3,0 milliards de FC)** ainsi que sur l'organisation du recensement général de la population **(2,6 milliards de FC)**.

Axe 2 : Consolidation de la stabilité macroéconomique, accélération de la croissance et création d'emplois

Pour atteindre cet objectif, le Gouvernement a débloqué **750,9 milliards de FC,** représentant un taux d'exécution de **76,2%**, pour la consolidation de la stabilité macroéconomique **(618,6 milliards de FC)** et la promotion de la croissance du secteur agricole et élevage **(52,8 milliards de FC)** et celle du secteur de l'énergie électrique **(38,6 milliards de FC)**.

Axe 3 : Poursuite de la construction et de la modernisation des infrastructures de base

Le Gouvernement a décaissé **107,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **32,9%,** affectés notamment aux travaux de la voirie, de construction et réhabilitation des infrastructures routières, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires, maritimes et fluviales, aux réformes institutionnelles du secteur,…

Axe 4 : Amélioration du cadre de vie et des conditions sociales de la population

Un montant de **637,1 milliards de FC,** soit **50,8%** de taux d'exécution, a été affecté aux dépenses relatives à l'éducation, à l'eau, à la santé, à l'électricité en milieu rural, à l'assainissement du milieu, à l'urbanisme et habitat, au foncier, au transport en commun, aux sports et loisirs ainsi qu'à la réforme de la sécurité sociale. Les principaux domaines auxquels ces ressources ont été affectées sont :

- Santé : **96,5 milliards de FC**. L'action du Gouvernement a principalement porté sur la réhabilitation et l'équipement des hôpitaux et des zones de santé.
- Education : **351,4 milliards de FC**. L'action du Gouvernement a porté sur la construction, la réhabilitation et l'équipement des écoles.

Axe 5 : Renforcement du capital humain et de l'éducation à la citoyenneté

Un montant de **22,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **98,7%**, a été décaissé pour assurer l'adéquation entre la formation et le marché de l'emploi et pour les campagnes d'initiation à la nouvelle citoyenneté.

Axe 6 : Renforcement de la diplomatie et de la coopération au développement

Les actions menées au cours du premier semestre d'un montant de **18,1 milliards de FC** ont connu un taux d'exécution de **58,4%,**

Il s'est agi de la redynamisation de la diplomatie pour réaffirmer la place de la République Démocratique du Congo (**14,9 milliards de FC**) ainsi que du renforcement de la coopération régionale et internationale (**3,2 milliards de FC**).

III. ETAT D'EXECUTION DES PRINCIPAUX AGREGATS BUDGETAIRES

3.1. RESSOURCES BUDGETAIRES MOBILISEES

Au cours du premier semestre 2015, les recettes globales réalisées s'élèvent à **2.866,9 milliards de FC**. Elles sont constituées des réalisations au titre du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux. Par rapport aux prévisions linéaires situées à **4.248,2 milliards de FC**, ces recettes représentent un taux de réalisation de **67,5%**.

Tableau 2 : Synthèse des recettes réalisées à fin juin 2015

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2015			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATION FIN JUIN 2015	TAUX REAL.
I.	BUDGET GENERAL	7 586 170 265 428	3 793 085 132 714	2 472 725 417 009	65,2
I.1.	RECETTES INTERNES (P.C)	6 004 141 760 794	3 002 070 880 397	2 280 332 999 999	76,0
I.1.1.	RECETTES COURANTES	6 004 141 760 794	3 002 070 880 397	2 280 332 999 999	76,0
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises	2 579 343 267 599	1 289 671 633 799	942 386 000 000	73,1
I.1.1.2	Recettes des Impôts	2 374 764 594 071	1 187 382 297 035	949 376 000 000	80,0
I.1.1.4	Recettes Non Fiscales	622 495 678 946	311 247 839 473	304 261 000 000	97,8
1°	DGRAD / Hors Pétroliers	622 495 678 946	311 247 839 473	282 208 000 000	90,7
2°	Autres Recettes /DGRAD	0	0	22 053 000 000	
a.	Vente de participations	0	0	0	
b.	Bonus sur Contrat Chinois	0	0	0	
c.	Pas de porte minier	0	0	0	
d.	Reliquat paie et extournes	0	0	866 000 000	
e.	Autres recettes	0	0	21 187 000 000	
I.1.1.5	Recettes des Pétroliers Producteurs	427 538 220 178	213 769 110 089	84 310 000 000	39,4
1°	DGI	184 505 121 293	92 252 560 647	29 609 004 777	32,1
2°	DGRAD	243 033 098 885	121 516 549 443	54 700 995 223	45,0
I.1.2.	RECETTES EXCEPTIONNELLES	0	0	0	
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	1 582 028 504 634	791 014 252 317	192 392 417 010	24,3
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUIS BUDGETAIRES	50 985 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,3
I.2.1.1	Emprunt programme	0	0	0	
I.2.1.2	Dons budgétaires	0	0		
I.2.1.3	Ressources PPTE	50 985 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,3
1°	Ressource PPTE	50 985 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,3
2°	Ressources Allègement IADM	0	0	0	
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	1 531 043 304 401	765 521 652 201	171 912 821 104	22,5
I.2.2.1	Dons projets	1 521 972 889 841	760 986 444 921	171 912 821 104	22,6
I.2.2.2	Emprunts projets	9 070 414 560	4 535 207 280	0	0,0
II.	AUTRES RECETTES	0	0	0	#DIV/0!
III.	BUDGETS ANNEXES	535 021 391 940	267 510 695 970	248 126 682 720	92,8
IV	COMPTES SPECIAUX	375 109 512 016	187 554 756 008	146 027 786 212	77,9
V	RECETTES PROPRES DES PROVINCES	0	0	0	
TOTAL GENERAL RECETTES		8 496 301 169 384	4 248 150 584 692	2 866 879 885 941	67,5

Source : TOFE-PGAI à fin juin 2015

3.1.1.Recettes du budget général

Les recettes réalisées au titre du budget général à fin juin 2015 s'élèvent à **2.472,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **3.793,1 milliards de FC,** soit un taux de réalisation de **65,2%** comme l'indique le tableau 3 ci-dessous.

Ces réalisations proviennent des recettes internes de l'ordre de **2.280,3 milliards de FC** et des recettes extérieures de **192,4 milliards de FC**.

Tableau 3 : Réalisation des recettes du Budget général à fin juin 2015

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2015			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATION FIN JUIN 2015	TAUX REAL.
I.	BUDGET GENERAL	7 586 170 265 428	3 793 085 132 714	2 472 725 417 009	65,2
I.1.	RECETTES INTERNES (P.C)	6 004 141 760 794	3 002 070 880 397	2 280 332 999 999	76,0
I.1.1.	RECETTES COURANTES	6 004 141 760 794	3 002 070 880 397	2 280 332 999 999	76,0
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises	2 579 343 267 599	1 289 671 633 799	942 386 000 000	73,1
I.1.1.2	Recettes des Impôts	2 374 764 594 071	1 187 382 297 035	949 376 000 000	80,0
I.1.1.4	Recettes Non Fiscales	622 495 678 946	311 247 839 473	304 261 000 000	97,8
1°	DGRAD / Hors Pétroliers	622 495 678 946	311 247 839 473	282 208 000 000	90,7
2°	Autres Recettes /DGRAD	0	0	22 053 000 000	
a.	Vente de participations	0	0	0	
b.	Bonus sur Contrat Chinois	0	0	0	
c.	Pas de porte minier	0	0	0	
d.	Reliquat paie et extournes	0	0	866 000 000	
e.	Autres recettes	0	0	21 187 000 000	
I.1.1.5	Recettes des Pétroliers Producteurs	427 538 220 178	213 769 110 089	84 310 000 000	39,4
1°	DGI	184 505 121 293	92 252 560 647	29 609 004 777	32,1
2°	DGRAD	243 033 098 885	121 516 549 443	54 700 995 223	45,0
I.1.2.	RECETTES EXCEPTIONNELLES	0	0	0	
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	1 582 028 504 634	791 014 252 317	192 392 417 010	24,3
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUIS BUDGETAIRES	50 985 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,3
I.2.1.1	Emprunt programme	0	0	0	
I.2.1.2	Dons budgétaires	0	0		
I.2.1.3	Ressources PPTE	50 985 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,3
1°	Ressource PPTE	50 985 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,3
2°	Ressources Allègement IADM	0	0	0	
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	1 531 043 304 401	765 521 652 201	171 912 821 104	22,5
I.2.2.1	Dons projets	1 521 972 889 841	760 986 444 921	171 912 821 104	22,6
I.2.2.2	Emprunts projets	9 070 414 560	4 535 207 280	0	0,0

3.1.1.1. Recettes internes

Les recettes internes mobilisées au cours du premier semestre 2015 portent essentiellement sur les recettes courantes de l'ordre de **2.280,3 milliards de FC,** soit un taux de réalisation de **76,0%**, par rapport aux assignations de la période fixées à **3.002,1 milliards de FC**. Elles se répartissent de la manière suivante :

a) *Recettes des douanes et accises*

Les recettes des douanes et accises mobilisées au cours de la période sous revue se chiffrent à **942,4 milliards de FC,** contre des prévisions de **1.289,7 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **73,1%**, comme le montre le tableau ci-après.

Tableau 3.1 : Recettes des douanes et accises réalisées à fin juin 2015

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2015				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATION FIN JUIN	STRUCT (%)	TAUX REAL.
I	Impôts généraux sur les biens et services	1 097 326 107 770	548 663 053 885	456 820 613 428	48,5	83,3
II.	Droits d'accises	602 733 646 092	301 366 823 046	186 972 034 137	19,8	62,0
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	765 275 996 751	382 637 998 376	294 572 918 917	31,3	77,0
IV.	Taxes à l'exportation	104 160 572 528	52 080 286 264	2 460 119 347	0,3	4,7
V.	Amendes et Pénalités	9 846 944 457	4 923 472 229	1 560 314 171	0,2	31,7
	TOTAL DGDA	2 579 343 267 599	1 289 671 633 799	942 386 000 000	100,0	73,1

Source : DGDA / TOFE à fin juin 2015

Les taux de réalisation des recettes des douanes et accises au cours de la période sous revue sont respectivement de **83,3%** pour les impôts généraux sur les biens et services, **62,0%** pour les droits d'accises, **77,0%** pour les droits de douanes et autres droits à l'importation, **4,7%** pour les taxes à l'exportation et **31,7%** pour les amendes et pénalités. Ces taux de réalisation sont dégagés sur base de leurs prévisions linéaires respectives.

La contre-performance observée dans la réalisation de ces recettes est due à des contraintes dans la mise en place de certaines mesures d'encadrement des recettes de cette régie.

b) Recettes des impôts

Les recettes des impôts collectées à fin juin 2015 se chiffrent à **949,4 milliards de FC**. Par rapport aux prévisions linéaires de **1.187,4 milliards de FC**, elles représentent un taux de réalisation de **80,0%**.

Le tableau ci-après reprend les réalisations des recettes des impôts par nature.

Tableau 3.2 : Recettes des impôts (hors pétroliers producteurs) réalisées à fin juin 2015

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2015				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	STRUCT (%)	TAUX REAL.
I	Impôts sur les rémunérations	772 830 398 550	386 415 199 275	282 153 463 728	29,7	73,0
II.	Impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux immobiliers	759 415 304 467	379 707 652 234	342 424 081 733	36,1	90,2
III.	Impôts et Taxes sur les biens et services	788 176 652 840	394 088 326 420	318 265 791 585	33,5	80,8
IV.	Autres recettes	54 342 238 213	27 171 119 107	6 532 662 954	0,7	24,0
	TOTAL DGI HORS PETROLIERS	2 374 764 594 071	1 187 382 297 035	949 376 000 000	100,0	80,0

***Source** : DGI, TOFE à fin juin 2015.*

En linéaire, les taux de réalisation des recettes des impôts sont de :

- **73,0%** pour les impôts professionnels sur les rémunérations ;
- **90,2%** pour les impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux mobiliers ;
- **80,8%** pour les impôts et taxes sur les biens et services ;
- **24,0%** pour les autres recettes.

La contreperformance est due à la diminution des souscriptions en matière de TVA et d'IPR-IER par certaines entreprises.

c) Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales à fin juin 2015 se sont chiffrées à **304,3 milliards de FC** contre une prévision de la période de **311,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **97,7%**. Elles comprennent les recettes DGRAD hors pétroliers producteurs et autres recettes non fiscales.

Les recettes de la DGRAD (hors pétroliers producteurs) ont été réalisées à hauteur de **282,2 milliards de FC** contre une prévision de la période de **311,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **90,7%**.

Les détails sur la composition et l'exécution de cette catégorie des recettes sont repris au tableau 3.3 ci-dessous.

Tableau 3.3 : Recettes encadrées par la DGRAD (hors pétroliers producteurs) à fin juin 2015.

CODES	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES 2015				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATION FIN JUIN 2015	STRUCT (%)	TAUX REAL.
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	308 041 501 039	154 020 750 520	128 104 988 418	45,4	83,2
22	AFFAIRES ETRANGERES	25 865 942 700	12 932 971 350	7 917 095 418	2,8	61,2

CODES	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES 2015				
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATION FIN JUIN 2015	STRUCT (%)	TAUX REAL.
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE	817 862 321	408 931 161	211 242 318	0,1	51,7
25 b	INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	1 396 417 500	698 208 750	3 637 210 700	1,3	520,9
29	ÉCONOMIE NATIONALE	9 931 435 360	4 965 717 680	402 415 851	0,1	8,1
30	FINANCES	4 140 584 000	2 070 292 000	77 060 399	0,0	3,7
31	BUDGET	1 600 000 000	800 000 000	0		
32	PLAN	80 660 700	40 330 350	20 278 712	0,0	50,3
37	SANTE	12 456 000 154	6 228 000 077	7 633 822 374	2,7	122,6
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNELLE (EPSP)	0	0	0		
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE (ESU)	1 069 819 200	534 909 600	64 525 884	0,0	12,1
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	79 077 453	39 538 727	2 709 185	0,0	6,9
42	TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES	260 912 785	130 456 393	182 061 782	0,1	139,6
44	AGRICULTURE, PÊCHE ET ÉLEVAGE	7 076 602 916	3 538 301 458	2 993 321 735	1,1	84,6
46	INDUSTRIE	10 381 761 331	5 190 880 666	1 896 657 246	0,7	36,5
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	11 565 312 330	5 782 656 165	10 353 902 026	3,7	179,1
50	ÉNERGIE	1 409 941 851	704 970 925	1 965 472 528	0,7	278,8
51	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	17 731 389 504	8 865 694 752	3 134 062 194	1,1	35,4
52	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT	76 506 146 209	38 253 073 105	37 137 844 525	13,2	97,1
52	POSTES, TÉLÉPHONES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	69 534 706 685	34 767 353 343	35 497 130 720	12,6	102,1
53	INFORMATION ET PRESSE	1 328 898 540	664 449 270	73 614 377	0,0	11,1
57	TOURISME	10 813 906 040	5 406 953 020	1 776 276 173	0,6	32,9
58	CULTURE ET ARTS	2 315 145 955	1 157 572 978	143 054 485	0,1	12,4
60	JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	2 800 000 000	1 400 000 000	602 398 182	0,2	43,0
62	EMPLOI ET TRAVAIL	16 750 942 093	8 375 471 047	5 959 560 498	2,1	71,2
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	9 339 660 000	4 669 830 000	0	0,0	0,0
64	AFFAIRES SOCIALES	0	0	925 231		
86	DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS (DGM)	12 788 375 411	6 394 187 706	6 422 345 877	2,3	100,4
II.	RECETTES JUDICIAIRES	22 359 080 686	11 179 540 343	8 002 287 556	2,8	71,6
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	1 440 282 300	720 141 150	323 051 912	0,1	44,9
85	POLICE NATIONALE	15 715 977 765	7 857 988 883	6 328 014 035	2,2	80,5
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	5 202 820 621	2 601 410 311	1 351 221 608	0,5	51,9
III.	RECETTES DOMANIALES	285 072 735 254	142 536 367 627	119 695 685 562	42,4	84,0
43	URBANISME ET GESTION IMMOBILIÈRE	2 484 500 337	1 242 250 169	984 888 743	0,3	79,3
48	MINES (Secr. Gén. + CAMI)	200 512 072 077	100 256 036 039	97 025 265 169	34,4	96,8
49	HYDROCARBURE	9 614 057 605	4 807 028 802	5 126 850 589	1,8	106,7
55	AFFAIRES FONCIÈRES	30 489 401 740	15 244 700 870	5 575 241 349	2,0	36,6
56	ENVIRONNEMENT	41 972 703 495	20 986 351 748	10 983 439 713	3,9	52,3
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	7 022 361 967	3 511 180 983	4 816 500 809	1,7	137,2
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général)	7 022 361 967	3 511 180 983	4 816 500 809	1,7	137,2
V.	PART DES PROVINCES	0	0	21 588 537 655		
	SOUS - TOTAL RECETTES DGRAD HORS PETROLIERS	622 495 678 946	311 247 839 473	282 208 000 000	100,0	90,7

***Source* : DGRAD, TOFE à fin juin 2015.**

Les Autres recettes non fiscales totalisent **22,1 milliards de FC** et concernent le remboursement du trop-perçu de la BAD (**18,0 milliards de FC**), la rétribution DGDA (**2,9 milliards de FC**) ainsi que le reversement des fonds non payés par les comptables publics (**0,9 milliards de FC**).

Les recettes non fiscales sont constituées principalement des recettes administratives (**45,4%),** judiciaires (**2,8%**), domaniales (**42,4%**) et de participations (**1,7%**).

Une grande partie de ces recettes, soit **79,6%**, provient de quelques services générateurs tels que les Mines (**34,4%**), les PTNTIC (**25,8%**), l'Environnement (**3,9%**), le Commerce (**3,7%**), les Affaires Etrangères (**2,8%**), la Santé (**2,7%**), la Police Nationale (**2,2%**), le Travail (**2,1%**) et les Affaires Foncières (**2,0%**).

Pour une mobilisation accrue des recettes non fiscales, la mise en place de textes réglementaires qui permettent d'activer certains actes générateurs s'avère indispensable.

d) Recettes des pétroliers producteurs

A fin juin 2015, les recettes des pétroliers producteurs ont atteint **84,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **213,8 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **39,4%**.

Ces réalisations comprennent la quote-part fiscale relevant de la Direction Générale des Impôts, évaluée à **29,6 milliards de FC** et la part des recettes non fiscales estimées à **54,7 milliards de FC**. Celles-ci sont réparties comme suit : marge distribuable de **23,0 milliards de FC**, royalties de **10,0 milliards de FC**, dividendes on shore de **14,6 milliards de FC** et participation off shore de **6,9 milliards de FC**.

3.1.1.2. Recettes extérieures

Le niveau des décaissements des ressources extérieures s'élève à **192,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **791,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **24,3%**. Ces ressources ont trait aux appuis budgétaires (**20,5 milliards de FC**) obtenus de la France dans le cadre du C2D et au financement des investissements (**171,9 milliards de FC**), sous forme des dons projets, provenant essentiellement de :

- la Banque Mondiale : **96,6 milliards de FC**, soit **13,1%** ;
- la Banque Africaine de Développement : **31,2 milliards de FC**, soit **15,7%** ;
- l'Union Européenne : **35,5 milliards de FC**, soit **17,9%**.

3.1.2.Recettes des budgets annexes

Les recettes des budgets annexes sont constituées essentiellement des recettes propres des universités et instituts supérieurs publics, des hôpitaux généraux de référence, des centres de recherche, …

A fin juin 2015, ces recettes ont été estimées en fonction de la saisonnalité des actes générateurs, de leurs taux, des effectifs et du nombre de services générateurs répertoriés dans la loi des finances. Ainsi, elles s'élèvent à **248,1 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **267,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **92,8%** comme repris au tableau n°4 en annexe.

Tableau 4 : Recettes des budgets annexes.

Libellé	Voté	Prévision linéaire (6 mois)	Réalisation à fin juin 2015	Struct	Taux Réal.
Enseignement supérieur et universitaire	125 058 150 000	62 529 075 000	43 145 061 750	17,4	69,0
Santé publique	409 963 241 940	204 981 620 970	204 981 620 970	82,6	100,0
Total	535 021 391 940	267 510 695 970	248 126 682 720	100,0	92,8

Source : DPSB

3.1.3.Recettes des comptes spéciaux

Les comptes spéciaux retracent les opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières en relation directe avec les dépenses concernées ou des prêts et avances consentis par l'Etat à une personne physique ou morale tels que les comptes de concours financiers.

Dans le cadre du budget 2015, ils ne concernent que les comptes d'affectation spéciale des services et établissements publics énumérés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5 : Recettes des comptes spéciaux.

N°	LIBELLE	PREVISIONS 2015	PREVISION LINEAIRE	EXECUTION A FIN JUIN 2015
1	Fonds National d'Entretien Routier (FONER)	105 244 194 965	52 622 097 483	52 622 097 483
1.1	Report de trésorerie	15 332 308 196	7 666 154 098	7 666 154 098
1.2	Redevances pétrolières	85 856 657 097	42 928 328 548	42 928 328 548
1.3	Péages et autres	4 055 229 672	2 027 614 836	2 027 614 836
2	Fonds de Promotion de l'Education Nationale (FPEN)	2 587 135 460	1 293 567 730	517 427 092
1.1	Report solde de trésorerie	612 244 076	306 122 038	122 448 815
1.2	Quotité minerval (EPSP)	313 996 348	156 998 174	62 799 270
1.3	Quotité minerval (ESU)	1 660 895 037	830 447 518	332 179 007
3	Fonds de Promotion Culturelle (FPC)	6 085 867 004	3 042 933 502	1 217 173 401
1.1	Report de trésorerie	620 024 995	310 012 498	124 004 999

N°	LIBELLE	PREVISIONS 2015	PREVISION LINEAIRE	EXECUTION A FIN JUIN 2015
1.2	Recettes brutes des librairies installées en RDC	27 329 210	13 664 605	5 465 842
1.3	Recettes des spectacles présentés en RDC	27 329 210	13 664 605	5 465 842
1.4	Valeur de Chaque œuvre lors de son exposition	32 795 052	16 397 526	6 559 010
1.5	Recettes provenant des expositions	10 931 684	5 465 842	2 186 337
1.5	Recettes provenant des expositions des cours de beauté et autres manifestations	188 571 549	94 285 775	37 714 310
1.5	Prestation publicitaire	4 645 965 708	2 322 982 854	929 193 142
1.5	Recettes brutes(maison de couture, de production, coiffure, briqueterie, ...)	532 919 596	266 459 798	106 583 919
4	Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)	124 909 609 356	62 454 804 678	31 227 402 339
1.1	Report	5 525 787 880	2 762 893 940	1 381 446 970
1.2	Intérêts contrat/prêts	2 657 546 288	1 328 773 144	664 386 572
1.3	Intérêts retard/prêts	35 719 900	17 859 950	8 929 975
1.4	Commission d'érudes	1 592 338 578	796 169 289	398 084 644
1.5	Commission de supervis	1 333 158 882	666 579 441	333 289 721
1.1	Commission/prorogat	133 309 994	66 654 997	33 327 499
1.2	Frais d'ouverture dossier	51 630 468	25 815 234	12 907 617
1.3	Intérêts prêts perso/2015	19 607 801	9 803 900	4 901 950
1.4	Pénalités TPI/Locale	122 046 585	61 023 292	30 511 646
1.5	Pénalités TPI/Import	358 593	179 296	89 648
1.1	Revenu locatif	53 534 869	26 767 435	13 383 717
1.2	Frais de port et lettres	2 070 312	1 035 156	517 578
1.3	Rétribution ANAPI	35 221 516	17 610 758	8 805 379
1.4	Rétribution CEPI	35 848 964	17 924 482	8 962 241
1.5	Frais d'expertise immo	183 325 117	91 662 558	45 831 279
1.5	Frais hypothécaires	259 802 436	129 901 218	64 950 609
1.1	Rétrocession sur TPI	16 926 960 757	8 463 480 378	4 231 740 189
1.2	Retour-caisse	206 791 343	103 395 671	51 697 836
1.3	Divers/Autres produits…	55 042 892	27 521 446	13 760 723
1.4	Reprise sur provision	121 614 657	60 807 328	30 403 664
1.5	Taxe locale	18 571 102 644	9 285 551 322	4 642 775 661
1.1	TPI locale arriérés	21 021	10 511	5 255
1.2	Taxe à l'import	65 413 179 507	32 706 589 753	16 353 294 877
1.3	Arriérés TPI à l'import	429 150	214 575	107 288
1.4	TPI/L Eludée	69 011 082	34 505 541	17 252 770
1.5	TPI/L Eludée	765 822	382 911	191 455
1.1	Remboursement prêts	9 632 773 597	4 816 386 798	2 408 193 399
1.2	Garanties/Cautions	10 027 070	5 013 535	2 506 767
1.3	Retenues/prêt perso	1 860 581 635	930 290 818	465 145 409
5	Fonds de Contrepartie des Projets (FCP)	12 491 544 100	6 245 772 050	1 873 731 615
1.1	Don Japon	12 477 132 745	6 238 566 373	1 871 569 912
1.2	Subsides du Gouvernement	14 411 355	7 205 677	2 161 703
6	Office des Petites et Moyennes Entreprises du Congo (OPEC)	528 360 000	264 180 000	79 254 000
1.1	Majoration vente patentes	452 792 914	226 396 457	67 918 937
1.2	Contribution FPI	29 735 806	14 867 903	4 460 371
1.3	Subvention du Gouvernement	45 831 280	22 915 640	6 874 692
7	Régie des Voies Aériennes /Go-Pass (RVA)	77 700 000 000	38 850 000 000	38 850 000 000
1.1	Idef Go-pass	77 700 000 000	38 850 000 000	38 850 000 000
1.2	Idef frêt	-	-	-
1.3	Survol	-	-	-
8	Fonds Forestier National	12 562 801 131	6 281 400 566	3 140 700 283

N°	LIBELLE	PREVISIONS 2015	PREVISION LINEAIRE	EXECUTION A FIN JUIN 2015
1.1	FFN	12 562 801 131	6 281 400 566	3 140 700 283
9	Fonds Spécial de Développement	33 000 000 000	16 500 000 000	16 500 000 000
1.1	FSD	33 000 000 000	16 500 000 000	16 500 000 000
TOTAL GENERAL		375 109 512 016	187 554 756 008	146 027 786 212

Source : DPSB

Les recettes réalisées à fin juin 2015 se situent à **146,0 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **187,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **77,9%**.

3.2. EXECUTION DES DEPENSES

Les dépenses globales, exécutées à fin juin 2015 se chiffrent à **2.598,9 milliards de FC,** contre une prévision de **4.248,2 milliards de FC,** soit un taux d'exécution de **61,2%.** Ce montant se ventile comme suit :

- Budget général : **2.204,7 milliards de FC** ;
- Budgets annexes : **248,1 milliards de FC** ;
- Comptes spéciaux : **146,0 milliards de FC**.

3.2.1. Budget général

Les dépenses du Budget général comprennent les dépenses sur ressources propres et les dépenses sur ressources extérieures. A fin juin 2015, ces dépenses sont exécutées comme suit :

- Dépenses sur ressources propres : **2.032,8 milliards de FC**.

  Par rapport aux prévisions linéaires de **3.027,6 milliards de FC**, elles représentent un taux d'exécution de **67,1% ;**

- Dépenses sur ressources extérieures : **171,9 milliards de FC**. Par rapport aux prévisions linéaires de **765,5 milliards de FC**, elles représentent un taux d'exécution de **22,5%.**

Au premier semestre, la comptabilité par étape d'exécution de la dépense publique telle que renseignée par les états de suivi budgétaire se présente comme suit :

- **Engagement** : **2.484,9 milliards de FC**, soit **65,5%** de la prévision linéaire fixée à **3.793,1 milliards de FC** ;
- **Liquidation** : **2.469,3 milliards de FC**, soit **99,4%** des engagements ;
- **Ordonnancement** : **2.438,1 milliards de FC**, soit **98,7%** des liquidations ;
- **Paiement** : **2.204,7 milliards de FC**, soit **90,4%** des ordonnancements.

Par titre, les dépenses exécutées du Budget général se présentent comme suit :

- Dette publique en capital : **88,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **74,5% ;**
- Frais financiers : **53,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **102,6% ;**
- Dépenses de personnel : **885,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **90,3% ;**
- Biens et matériels : **83,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **62,5% ;**
- Dépenses de prestations : **88,9 Milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **43,0% ;**
- Transferts et interventions : **712,1 Milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **77,7% ;**
- Equipements : **154,0 Milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **18,5% ;**
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière: **138,6 Milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **25,2%**.

Par rubrique budgétaire, l'exécution des dépenses du Budget général à fin juin 2015 est renseignée dans le tableau ci-après :

Tableau 6 : Exécution des dépenses par rubrique budgétaire à fin juin 2015

RUBRIQUE	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struct. Prév.lin.	Exécution	Struct. Exéc.	Taux Exéc.
Bourse d'Etudes	2 500 000 000	1 250 000 000	0,03	137 616 800	0,006	11,0
Charges Communes	95 000 000 000	47 500 000 000	1,25	12 042 830 906	0,546	25,4
Contrepartie des Projets	60 000 000 000	30 000 000 000	0,79	22 526 816 327	1,022	75,1
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Extérieures	38 151 498 432	19 075 749 216	0,50		0,000	0,0
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	165 486 336 760	82 743 168 380	2,18	39 657 561 770	1,799	47,9
Dette Publique	236 806 650 000	118 403 325 000	3,12	88 190 839 110	4,000	74,5
Financement des Réformes	16 083 039 229	8 041 519 615	0,21	7 973 103 343	0,362	99,1
Fonctionnement des Institutions	341 852 519 238	170 926 259 619	4,51	118 424 144 407	5,371	69,3
Fonctionnement des Ministères	664 868 649 001	332 434 324 501	8,76	166 505 052 893	7,552	50,1
Frais Financiers	104 494 876 000	52 247 438 000	1,38	53 614 626 735	2,432	102,6
Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	91 743 434 327	45 871 717 164	1,21	19 514 751 268	0,885	42,5
Investissements sur Ressources Extérieures	1 492 891 805 967	746 445 902 984	19,68	171 912 821 104	7,797	23,0
Investissements sur Ressources Propres	112 422 987 131	56 211 493 566	1,48	57 361 298 610	2,602	102,0
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	1 103 421 370 195	551 710 685 098	14,55	40 843 801 370	1,853	7,4
Rémunérations	1 821 579 445 853	910 789 722 927	24,01	862 752 903 572	39,131	94,7
Rétrocession aux Régies Financières	278 355 757 444	139 177 878 722	3,67	49 373 021 000	2,239	35,5
Subventions aux Organismes Auxiliaires	55 634 753 494	27 817 376 747	0,73	17 144 920 252	0,778	61,6

RUBRIQUE	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struct. Prév.lin.	Exécution	Struct. Exéc.	Taux Exéc.
Subventions aux Services Déconcentrés	8 095 355 162	4 047 677 581	0,11	2 023 838 780	0,092	50,0
Subventions aux Services Ex-BPO	23 050 918 499	11 525 459 250	0,30	7 355 960 645	0,334	63,8
Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	241 698 100 000	120 849 050 000	3,19	91 658 257 624	4,157	75,8
TVA Remboursable	632 081 466 695	316 040 733 348	8,33	375 763 000 000	17,043	118,9
TOTAL GENERAL	7 586 218 963 428	3 793 109 481 714	100	2 204 777 166 515	100	58,1

Source : ESB à fin juin 2015

Il convient d'indiquer que l'exécution à fin juin 2015 intègre les statistiques sur les ressources extérieures provenant de la PGAI, de la Cellule du Ministère des Finances chargée du suivi de programmes et projets. Elles sont intégrées ex post dans la base de données de la chaîne de la dépense.

Les dépenses exécutées au premier semestre 2015 sont présentées, par rubrique et par section, dans les différents tableaux 6.1 à 6.12 ci-dessous.

3.2.1.1. Dette publique en capital et frais financiers

A fin juin 2015, le paiement du principal de la dette publique en capital et des frais financiers a été effectué à hauteur de **141,8 milliards de FC** sur une prévision de la période de **170,7 milliards de FC**, ce qui dégage un taux d'exécution de **83,1%**.

Globalement, le remboursement d'un montant de **2,6 milliards de FC** a été effectué au titre de principal de la dette intérieure, tant en faveur des fournisseurs de biens et prestations (**2,3 milliards de FC**) que dans le cadre du remboursement des arriérés sur les dépenses de personnel (**0,2 milliard de FC**), sur condamnations judiciaires et indemnisations (**0,1 milliard de FC**).

Concernant la dette extérieure, un montant de **85,5 milliards de FC** a été débloqué en faveur des créanciers du Club de Paris (**37,8 milliards de FC**), du Club de Londres (**0,1 milliard de FC**), du Club de Kinshasa (**8,6 milliards de FC**) et de la dette multilatérale (**39,0 milliards de FC**).

Par ailleurs, un montant de l'ordre de **53,6 milliards de FC** a été payé au titre de frais financiers contre une prévision linéaire de **52,2 milliards de FC**, soit **102,6%** d'exécution.

3.2.1.2. Rémunérations

Les rémunérations payées à fin juin 2015 sont exécutées à hauteur de **862,8 milliards de FC.** Par rapport à la prévision de la période située à **910,8 milliards de FC**, le taux d'exécution s'élève à **94,7%.** Ces dépenses sont constituées des rémunérations du Pouvoir Central, **527,4 milliards de FC** et des charges transférées au titre des rémunérations aux Provinces et ETD, soit **335,5 milliards de FC**.

L'essentiel de ces rémunérations est concentré sur l'EPS-INC & ETP (**28,3%**), la Défense Nationale (**11,7%**), l'ESU (**9,5%**), la Santé (**8,7%**) et la Police Nationale (**6,9%**), soit au total **65,1%**.

Par ailleurs, le Gouvernement poursuit l'opération de bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat en vue de la maîtrise des effectifs et de la masse salariale.

Le tableau 6.1 ci-après donne la situation globale par section des rémunérations payées à fin juin 2015.

Tableau 6.1 Dépenses de rémunérations par section

Code Section	Nom section	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Budg. Voté	Exécution	Struc. Exéc.	Taux Exéc.
10	PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE	47 256 663 781	23 628 331 891	2,6	16 226 412 163	1,9	68,7
11	PRIMATURE	13 371 988 064	6 685 994 032	0,7	6 401 245 434	0,7	95,7
12	SERVICE NATIONAL	2 262 984 420	1 131 492 210	0,1	1 217 783 178	0,1	107,6
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	706 847 616	353 423 808	0,0	346 528 182	0,0	98,0
18	ASSEMBLÉE NATIONALE	51 920 528 124	25 960 264 062	2,9	25 960 264 062	3,0	100,0
19	SÉNAT	18 459 828 932	9 229 914 466	1,0	9 229 914 462	1,1	100,0
20	POUVOIR JUDICIAIRE	52 420 497 280	26 210 248 640	2,9	22 101 457 691	2,6	84,3
21	SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	28 850 234 652	14 425 117 326	1,6	14 555 834 272	1,7	100,9
22	AFFAIRES ÉTRANGERES	13 110 676 236	6 555 338 118	0,7	5 377 489 579	0,6	82,0
23	COOPÉRATION INTERNATIONALE	1 365 232 080	682 616 040	0,1	690 916 845	0,1	101,2
24	DÉCENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIERES	156 782 088	78 391 044	0,0	91 198 434	0,0	116,3
25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	36 320 240 368	18 160 120 184	2,0	16 830 722 378	2,0	92,7
27	DÉFENSE NATIONALE	219 327 735 177	109 663 867 589	12,0	100 717 917 246	11,7	91,8
28	ANCIENS COMBATTANTS	248 166 828	124 083 414	0,0	111 121 965	0,0	89,6
29	ÉCONOMIE NATIONALE	2 829 930 171	1 414 965 086	0,2	1 352 043 516	0,2	95,6
30	FINANCES	45 624 276 784	22 812 138 392	2,5	22 087 131 871	2,6	96,8
31	BUDGET	29 517 202 668	14 758 601 334	1,6	14 072 608 635	1,6	95,4
32	PLAN ET REVOLUTION DE LA MODERNITE	6 044 556 444	3 022 278 222	0,3	2 594 222 616	0,3	85,8
33	RECONSTRUCTION	222 738 021	111 369 011	0,0	107 802 852	0,0	96,8

Code Section	Nom section	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Budg. Voté	Exécution	Struc. Exéc.	Taux Exéc.
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	6 618 581 313	3 309 290 657	0,4	3 257 178 414	0,4	98,4
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES / ADMINISTRATION	78 348 663	39 174 332	0,0	37 915 194	0,0	96,8
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	1 275 214 752	637 607 376	0,1	628 860 696	0,1	98,6
37	SANTE PUBLIQUE	150 408 213 566	75 204 106 783	8,3	74 671 688 943	8,7	99,3
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE	512 503 765 403	256 251 882 702	28,1	243 638 422 165	28,2	95,1
39	COMMISSION NATIONALE POUR l'UNESCO	241 996 818	120 998 409	0,0	116 017 620	0,0	95,9
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	156 165 124 544	78 082 562 272	8,6	81 700 732 514	9,5	104,6
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE	20 026 532 226	10 013 266 113	1,1	10 881 154 040	1,3	108,7
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	39 698 310 396	19 849 155 198	2,2	18 946 696 840	2,2	95,5
43	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, URBANISME ET HABITAT	2 112 887 361	1 056 443 681	0,1	1 001 945 466	0,1	94,8
44	AGRICULTURE, PECHE ET ELEVAGE	22 098 311 129	11 049 155 565	1,2	10 748 443 824	1,2	97,3
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	8 714 786 756	4 357 393 378	0,5	4 016 853 048	0,5	92,2
46	INDUSTRIE	2 571 205 407	1 285 602 704	0,1	1 196 674 104	0,1	93,1
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	2 403 413 058	1 201 706 529	0,1	1 158 289 134	0,1	96,4
48	MINES	2 696 827 596	1 348 413 798	0,1	1 336 935 720	0,2	99,1
49	HYDROCARBURES	251 532 225	125 766 113	0,0	114 895 902	0,0	91,4
50	ENERGIE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES	2 844 639 741	1 422 319 871	0,2	1 432 135 743	0,2	100,7
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	6 313 384 561	3 156 692 281	0,3	3 290 764 309	0,4	104,2
52	POSTES, TELECOMM. ET NVELLES TECHNO. DE L'INFORM. ET DE LA COMM.	1 097 996 811	548 998 406	0,1	526 497 174	0,1	95,9
53	COMMUNICATION ET MÉDIAS	14 109 170 244	7 054 585 122	0,8	12 173 589 915	1,4	172,6
54	DROITS HUMAINS	653 575 421	326 787 711	0,0	230 730 576	0,0	70,6
55	AFFAIRES FONCIERES	3 187 734 000	1 593 867 000	0,2	1 514 527 170	0,2	95,0
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	8 043 909 315	4 021 954 658	0,4	3 681 572 979	0,4	91,5
57	TOURISME	3 390 003 714	1 695 001 857	0,2	1 581 035 850	0,2	93,3
58	CULTURE ET ARTS	4 289 651 715	2 144 825 858	0,2	2 157 033 342	0,3	100,6
59	JEUNESSE	4 498 611 309	2 249 305 655	0,2	2 142 204 093	0,2	95,2
60	SPORTS ET LOISIRS	1 856 447 766	928 223 883	0,1	1 232 156 842	0,1	132,7
61	FONCTION PUBLIQUE	32 470 212 364	16 235 106 182	1,8	14 748 724 537	1,7	90,8
62	EMPLOI ET TRAVAIL	8 023 234 549	4 011 617 275	0,4	3 841 685 079	0,4	95,8
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	2 089 446 867	1 044 723 434	0,1	715 097 436	0,1	68,4
64	AFFAIRES SOCIALES	23 122 761 288	11 561 380 644	1,3	11 503 606 317	1,3	99,5
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	2 703 633 558	1 351 816 779	0,1	1 311 872 769	0,2	97,0
66	ADMINISTRATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	321 291 360	160 645 680	0,0	156 178 776	0,0	97,2
67	ADMINISTRATION DU SENAT	319 482 636	159 741 318	0,0	154 535 274	0,0	96,7
69	COOPERATION RÉGIONALE	626 789 420	313 394 710	0,0	226 002 486	0,0	72,1
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITÉ NATIONALE	212 595 705	106 297 853	0,0	87 368 928	0,0	82,2

Code Section	Nom section	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struc. Budg. Voté	Exécution	Struc. Exéc.	Taux Exéc.
72	INSPECTION GENERALE DE LA TERRITORIALE	1 000 000 000	500 000 000	0,1	557 100 000	0,1	111,4
74	PORTEFEUILLE	4 054 563 776	2 027 281 888	0,2	1 484 675 550	0,2	73,2
75	INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES (INS)	3 264 322 295	1 632 161 148	0,2	594 507 942	0,1	36,4
76	COUR DES COMPTES	2 694 141 500	1 347 070 750	0,1	1 091 222 844	0,1	81,0
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)	24 204 629 160	12 102 314 580	1,3	2 882 877 960	0,3	23,8
78	FONDS NATIONAL DE PROMOTION ET DE SERVICE SOCIAL (F.N.P.S.S)	385 975 131	192 987 566	0,0	208 986 840	0,0	108,3
79	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	1 000 000 000	500 000 000	0,1	1 348 198 370	0,2	269,6
80	CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION	3 933 938 928	1 966 969 464	0,2	1 966 969 464	0,2	100,0
82	DELEGATION GENERALE A LA FRANCOPHONIE	253 520 364	126 760 182	0,0	100 298 430	0,0	79,1
83	DELEGATION A LA MONUSCO	154 315 296	77 157 648	0,0	77 157 648	0,0	100,0
84	POLICE NATIONALE	127 584 704 784	63 792 352 392	7,0	58 925 721 161	6,8	92,4
85	DIRECTION GÉNÉRALE DE MIGRATION	10 751 030 280	5 375 515 140	0,6	5 643 687 342	0,7	105,0
86	AGENCE NATIONALE DES RENSEIGNEMENTS (ANR)	14 487 938 516	7 243 969 258	0,8	6 993 969 258	0,8	96,5
87	INSPECTION GENERALE DES FINANCES (IGF)	4 929 171 360	2 464 585 680	0,3	2 464 585 680	0,3	100,0
90	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET CLASSE MOYENNE	1 893 722 652	946 861 326	0,1	1 020 937 224	0,1	107,8
91	INSPECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL	862 657 584	431 328 792	0,0	431 328 792	0,0	100,0
92	INSPECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE	1 309 165 092	654 582 546	0,1	654 582 546	0,1	100,0
95	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (ANAPI)	146 915 844	73 457 922	0,0	73 457 922	0,0	100,0
96	INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL	612 000 000	306 000 000	0,0		0,0	0,0
Total Rémunérations		1 821 579 445 853	910 789 722 927	100,0	862 752 903 572	100,0	94,7

Source : ESB à fin juin 2015

3.2.1.3. Dépenses de biens, matériels et prestations

Au cours de la période sous revue, les dépenses de biens, matériels et prestations comprenant le fonctionnement courant des institutions et des ministères, le financement des réformes, la subvention aux services déconcentrés ainsi que les charges communes se sont chiffrées globalement à **306,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **562,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **54,5%**, voir tableau n°6.2.

L'exécution des dépenses de fonctionnement des institutions et des ministères par section a atteint respectivement **69,3%** et **50,1%** des prévisions de la période. Par ailleurs les dépenses de financement des réformes, des subventions aux services déconcentrés ainsi que des charges communes ont été exécutées à hauteur respective de **99,1%**, **50,0% et 25,4%**.

Tableau 6.2. Dépenses de biens, matériels et prestations par section

Rubriques	Code Section	Libellé Section	Budget Voté	Prév Lin (6 mois)	Exécution	Struct Exec	Tx Exec
Charges Communes							
	9	CHARGES COMMUNES	95 000 000 000	47 500 000 000	12 042 830 906	3,9	25,4
	Total Charges Communes		95 000 000 000	47 500 000 000	12 042 830 906	3,9	25,4
Financement des Réformes							
	30	FINANCES	3 613 432 229	1 806 716 115	5 864 069 470	1,9	324,6
	31	BUDGET	5 069 607 000	2 534 803 500	466 642 930	0,2	18,4
	38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE	3 400 000 000	1 700 000 000		0,0	0,0
	61	FONCTION PUBLIQUE	4 000 000 000	2 000 000 000	1 642 390 943	0,5	82,1
	Total Financement des Réformes		16 083 039 229	8 041 519 615	7 973 103 343	2,6	99,1
Fonctionnement des Institutions							
	10	PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE	62 962 582 109	31 481 291 055	41 198 162 593	13,4	130,9
	11	PRIMATURE	12 804 216 311	6 402 108 156	8 262 577 333	2,7	129,1
	12	SERVICE NATIONAL	1 727 338 750	863 669 375	307 503 118	0,1	35,6
	13	VICE PRIMATURE / PT-NTIC	1 667 363 812	833 681 906	98 043 160	0,0	11,8
	14	VICE PRIMATURE / EMPLOI, TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE	1 667 363 812	833 681 906	457 745 671	0,1	54,9
	15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	1 004 754 634	502 377 317	847 607 908	0,3	168,7
	16	VICE-PRIMATURE / DE L'INTERIEUR ET SÉCURITÉ	1 667 363 812	833 681 906	373 794 152	0,1	44,8
	18	ASSEMBLÉE NATIONALE	110 079 183 000	55 039 591 500	29 277 121 502	9,5	53,2
	19	SÉNAT	30 054 652 000	15 027 326 000	13 780 637 614	4,5	91,7
	20	POUVOIR JUDICIAIRE	76 614 248 934	38 307 124 467	14 003 160 371	4,6	36,6
	21	SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	2 008 585 363	1 004 292 682	3 066 158 007	1,0	305,3
	76	COUR DES COMPTES	2 754 010 378	1 377 005 189	539 049 031	0,2	39,1
	77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)	10 818 343 045	5 409 171 523	569 364 900	0,2	10,5
	79	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	2 228 254 764	1 114 127 382	875 546 680	0,3	78,6
	80	CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION	1 078 261 753	539 130 877	488 502 896	0,2	90,6
	82	DELEGATION GENERALE A LA FRANCOPHONIE	1 618 416 703	809 208 352	111 429 636	0,0	13,8
	83	DELEGATION A LA MONUSCO	322 214 999	161 107 500	49 918 943	0,0	31,0
	86	AGENCE NATIONALE DES RENSEIGNEMENTS (ANR)	15 822 088 758	7 911 044 379	3 701 742 368	1,2	46,8
	87	INSPECTION GENERALE DES FINANCES (IGF)	4 421 776 301	2 210 888 151	416 078 524	0,1	18,8
	93	OPPOSITION POLITIQUE	531 500 000	265 750 000		0,0	0,0
	Total Fonctionnement des Institutions		341 852 519 238	170 926 259 619	118 424 144 407	38,6	69,3
Fonctionnement des Ministères							
	22	AFFAIRES ÉTRANGERES	23 299 995 000	11 649 997 500	9 179 492 773	3,0	78,8
	23	COOPÉRATION INTERNATIONALE	11 524 385 806	5 762 192 903	1 926 171 246	0,6	33,4
	24	DÉCENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIERES	4 978 903 170	2 489 451 585	566 486 069	0,2	22,8
	25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	30 902 544 624	15 451 272 312	3 047 835 917	1,0	19,7
	26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	744 768 367	372 384 184	33 971 639	0,0	9,1
	27	DÉFENSE NATIONALE	214 077 964 739	107 038 982 370	53 883 954 934	17,6	50,3
	28	ANCIENS COMBATTANTS	801 754 913	400 877 457		0,0	0,0
	29	ÉCONOMIE NATIONALE	3 015 511 935	1 507 755 968	324 951 352	0,1	21,6
	30	FINANCES	21 427 846 253	10 713 923 127	25 512 318 292	8,3	238,1
	31	BUDGET	22 960 905 294	11 480 452 647	15 714 385 956	5,1	136,9
	32	PLAN ET REVOLUTION DE LA MODERNITE	5 030 191 523	2 515 095 762	820 426 399	0,3	32,6
	33	RECONSTRUCTION	249 687 426	124 843 713		0,0	0,0
	34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	23 119 143 505	11 559 571 753	3 864 137 439	1,3	33,4
	35	REFORMES INSTITUTIONNELLES / ADMINISTRATION	300 473 848	150 236 924	3 024 787	0,0	2,0
	36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	2 079 366 913	1 039 683 457	472 663 061	0,2	45,5
	37	SANTE PUBLIQUE	31 413 633 294	15 706 816 647	5 307 456 472	1,7	33,8
	38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE	77 600 384 554	38 800 192 277	3 260 576 958	1,1	8,4
	39	COMMISSION NATIONALE POUR l'UNESCO	636 090 923	318 045 462	96 874 325	0,0	30,5

Rubriques	Code Section	Libellé Section	Budget Voté	Prév Lin (6 mois)	Exécution	Struct Exec	Tx Exec
	40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	4 638 106 936	2 319 053 468	170 938 659	0,1	7,4
	41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE	3 235 769 164	1 617 884 582	531 028 967	0,2	32,8
	42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	4 026 887 027	2 013 443 514	362 291 116	0,1	18,0
	43	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, URBANISME ET HABITAT	4 446 909 868	2 223 454 934	365 456 537	0,1	16,4
	44	AGRICULTURE, PECHE ET ELEVAGE	9 745 495 065	4 872 747 533	361 058 777	0,1	7,4
	45	DÉVELOPPEMENT RURAL	7 882 676 576	3 941 338 288	666 326 686	0,2	16,9
	46	INDUSTRIE	2 105 310 068	1 052 655 034	382 850 550	0,1	36,4
	47	COMMERCE EXTÉRIEUR	2 126 651 585	1 063 325 793	260 484 183	0,1	24,5
	48	MINES	5 667 325 975	2 833 662 988	413 599 731	0,1	14,6
	49	HYDROCARBURES	2 472 172 059	1 236 086 030	850 094 315	0,3	68,8
	50	ENERGIE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES	1 513 552 398	756 776 199	641 596 627	0,2	84,8
	51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	3 519 657 672	1 759 828 836	928 310 535	0,3	52,8
	52	POSTES, TELECOMM. ET NVELLES TECHNO. DE L'INFORM. ET DE LA COMM.	2 139 414 469	1 069 707 235	642 637 975	0,2	60,1
	53	COMMUNICATION ET MÉDIAS	2 036 418 656	1 018 209 328	1 757 284 203	0,6	172,6
	54	DROITS HUMAINS	1 121 950 993	560 975 497	26 202 096	0,0	4,7
	55	AFFAIRES FONCIERES	1 609 182 015	804 591 008	496 608 911	0,2	61,7
	56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	3 905 321 279	1 952 660 640	210 300 136	0,1	10,8
	57	TOURISME	1 788 826 897	894 413 449	457 911 975	0,1	51,2
	58	CULTURE ET ARTS	3 197 440 658	1 598 720 329	759 584 546	0,2	47,5
	59	JEUNESSE	654 938 838	327 469 419	74 906 182	0,0	22,9
	60	SPORTS ET LOISIRS	11 184 691 180	5 592 345 590	11 884 513 094	3,9	212,5
	61	FONCTION PUBLIQUE	6 981 948 904	3 490 974 452	602 215 310	0,2	17,3
	62	EMPLOI ET TRAVAIL	2 621 319 499	1 310 659 750	601 993 939	0,2	45,9
	63	PRÉVOYANCE SOCIALE	490 907 022	245 453 511		0,0	0,0
	64	AFFAIRES SOCIALES	2 019 925 778	1 009 962 889	65 438 510	0,0	6,5
	65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	1 667 093 543	833 546 772	364 978 570	0,1	43,8
	66	ADMINISTRATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	4 774 578 667	2 387 289 334	295 637 410	0,1	12,4
	67	ADMINISTRATION DU SENAT	3 252 842 766	1 626 421 383	162 509 894	0,1	10,0
	69	COOPERATION RÉGIONALE	430 810 338	215 405 169	8 621 500	0,0	4,0
	70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITÉ NATIONALE	1 818 383 646	909 191 823	9 305 082	0,0	1,0
	72	INSPECTION GENERALE DE LA TERRITORIALE	2 506 759 880	1 253 379 940	65 334 050	0,0	5,2
	73	CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE	991 179 756	495 589 878	199 037 903	0,1	40,2
	74	PORTEFEUILLE	1 870 857 398	935 428 699	104 281 540	0,0	11,1
	75	INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES (INS)	786 650 450	393 325 225		0,0	0,0
	78	FONDS NATIONAL DE PROMOTION ET DE SERVICE SOCIAL (F.N.P.S.S)	865 849 480	432 924 740	36 919 720	0,0	8,5
	84	POLICE NATIONALE	54 810 639 854	27 405 319 927	10 232 725 751	3,3	37,3
	85	DIRECTION GÉNÉRALE DE MIGRATION	10 868 380 649	5 434 190 325	3 997 812 560	1,3	73,6
	90	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET CLASSE MOYENNE	2 880 422 974	1 440 211 487	415 769 622	0,1	28,9
	91	INSPECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL	3 966 407 198	1 983 203 599	884 775 620	0,3	44,6
	92	INSPECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE	2 923 961 980	1 461 980 990	1 234 994 188	0,4	84,5
	95	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (ANAPI)	1 480 048 107	740 024 054	170 351 132	0,1	23,0
	96	INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL	1 033 355 938	516 677 969	77 028 210	0,0	14,9
	98	ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	2 644 073 709	1 322 036 855	716 608 964	0,2	54,2
	Total Fonctionnement des Ministères		664 868 649 001	332 434 324 501	166 505 052 893	54,2	50,1
Subventions aux Services Déconcentrés							
	25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	8 095 355 162	4 047 677 581	2 023 838 780	0,7	50,0
	Total Subventions aux Services Déconcentrés		8 095 355 162	4 047 677 581	2 023 838 780	0,7	50,0
Total biens, matériels et prestations			1 125 899 562 630	562 949 781 315	306 968 970 329	100,0	54,5

Source : ESB à fin juin 2015

La ventilation des charges communes est reprise dans le tableau ci-après :

Tableau 6.3 : Charges communes à fin juin 2015

Rubriques	Code Section	Libellé Section	Sous Nature	Libellé Sous Nature	Budget Voté 2015	Prév Lin (6 mois)	Somme de Montant payé	Struct Exec	taux exéc
CHARGES COMMUNES									
	9	Charges Communes	4320	Carburants et lubrifiants, bois de chauffage	9 790 436 000	4 895 218 000	485 761 000	4,0	9,9
			5111	Location Satellite	1 722 231 000	861 115 500	1 534 704 250	12,7	178,2
			5120	Poste correspondance	1 475 880 000	737 940 000		0,0	0,0
			5130	Eau	36 229 833 000	18 114 916 500	930 000 000	7,7	5,1
			5140	Electricité	29 198 869 058	14 599 434 529	1 932 493 555	16,0	13,2
			5410	Location immobilière	3 105 907 000	1 552 953 500	2 387 832 327	19,8	153,8
			5420	Frais d'hébergement	2 455 149 000	1 227 574 500	1 153 881 727	9,6	94,0
			5530	Entretien et réparation d'équipements généraux	1 624 143 000	812 071 500		0,0	0,0
			6720	Frais médicaux et pharmaceutiques	8 057 867 000	4 028 933 500	3 310 584 249	27,5	82,2
			6730	Frais funéraires	1 339 684 942	669 842 471	307 573 798	2,6	45,9
Total CHARGES COMMUNES					95 000 000 000	47 500 000 000	12 042 830 906	100,0	25,4

Source : ESB à fin juin 2015

3.2.1.4. Subventions et transferts

A fin juin 2015, les charges liées aux subventions et transferts de l'Etat au titre de rétrocession aux régies financières, de transfert aux provinces et ETD (fonctionnement), d'interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques, de subventions aux organismes auxiliaires et services ex-BPO, de bourse d'études ainsi que du remboursement de la TVA se sont chiffrées à **560,9 milliards de FC** contre une prévision de la période de **662,5 milliards de FC**, dégageant ainsi un taux d'exécution de **84,7%** (cf. tableau n° 6.4). Elles ont été exécutées de la manière suivante :

- Rétrocession aux Régies financières : **49,4 milliards de FC** contre **139,2 milliards de FC** de prévision de la période, soit un taux d'exécution de **35,5%** ;
- Transfert aux provinces au titre de fonctionnement : **91,7 milliards de FC** contre une prévision de la période de **120,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **75,8%**.
- Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques : **19,5 milliards de FC** contre une prévision de la période de **45,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **42,5%** ;
- Subventions aux organismes auxiliaires : **17,1 milliards de FC** contre **27,8 milliards de FC** de prévision de la période, soit un taux d'exécution de **61,6%** ;
- Services ex-BPO : **7,4 milliards de FC** contre une prévision de la période de **11,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution **de 63,8 %** ;

- Bourse d'études : **0,1 milliard de FC** contre une prévision de la période de **1,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **11,0%**.
- TVA remboursable : **375,8 milliards de FC** contre une prévision de la période de **316,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **118,9%**.

Tableau 6.4 : Subventions et transferts par section

Rubrique		Administration	Montant Voté	Prév. Linéaire(6 mois)	Struct. Bud. Voté	Exécution	Struct. Exéc.	Tx. Exéc.
Rétrocession aux Régies Financières			278 355 757 444	139 177 878 722	21,0	49 373 021 000	8,8	35,5
Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)			241 698 100 000	120 849 050 000	18,2	91 658 257 624	16,3	75,8
Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			91 743 434 327	45 871 717 164	6,9	19 514 751 268	3,5	42,5
Subventions aux Organismes Auxiliaires			55 634 753 494	27 817 376 747	4,2	17 144 920 252	3,1	61,6
	10	PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 117 909 158	1 558 954 579	0,2	10 360 828 054	1,8	664,6
	24	DÉCENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIERES	295 514 000	147 757 000	0,0		-	0,0
	25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	1 322 303 819	661 151 910	0,1	478 627 300	0,1	72,4
	30	FINANCES	728 001 000	364 000 500	0,1	17 124 800	0,0	4,7
	31	BUDGET	1 000 000 000	500 000 000	0,1	91 727 500	0,0	18,3
	32	PLAN ET REVOLUTION DE LA MODERNITE	3 451 145 181	1 725 572 591	0,3	1 564 012 644	0,3	90,6
	34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	212 600 000	106 300 000	0,0		-	0,0
	37	SANTE PUBLIQUE	5 399 601 336	2 699 800 668	0,4	439 409 530	0,1	16,3
	40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	3 400 000 000	1 700 000 000	0,3		-	0,0
	41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE	4 883 326 000	2 441 663 000	0,4	882 466 390	0,2	36,1
	42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	10 022 849 000	5 011 424 500	0,8	252 876 150	0,0	5,0
	44	AGRICULTURE, PECHE ET ELEVAGE	1 000 000 000	500 000 000	0,1		-	0,0
	45	DÉVELOPPEMENT RURAL	7 000 000 000	3 500 000 000	0,5	586 430 617	0,1	16,8
	46	INDUSTRIE	423 218 000	211 609 000	0,0	15 000 000	0,0	7,1
	51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	1 400 737 000	700 368 500	0,1	7 225 586	0,0	1,0
	52	POSTES, TELECOMM. ET NVELLES TECHNO. DE L'INFORM. ET	508 505 000	254 252 500	0,0	80 371 600	0,0	31,6
	53	COMMUNICATION ET MÉDIAS	656 378 000	328 189 000	0,0	120 079 820	0,0	36,6
	55	AFFAIRES FONCIERES	1 088 784 000	544 392 000	0,1	215 309 661	0,0	39,6
	56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	1 489 597 000	744 798 500	0,1	706 026 680	0,1	94,8
	57	TOURISME	300 093 000	150 046 500	0,0	280 000 000	0,0	186,6
	58	CULTURE ET ARTS	973 879 000	486 939 500	0,1	91 565 990	0,0	18,8
	59	JEUNESSE	116 930 000	58 465 000	0,0		-	0,0
	60	SPORTS ET LOISIRS	218 807 000	109 403 500	0,0		-	0,0
	61	FONCTION PUBLIQUE	256 549 000	128 274 500	0,0	311 749 300	0,1	243,0
	62	EMPLOI ET TRAVAIL	1 387 800 000	693 900 000	0,1	273 417 150	0,0	39,4
	63	PRÉVOYANCE SOCIALE	1 040 001 000	520 000 500	0,1	90 000 000	0,0	17,3
	64	AFFAIRES SOCIALES	2 939 425 000	1 469 712 500	0,2	56 720 559	0,0	3,9
	65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	588 015 000	294 007 500	0,0	210 210 940	0,0	71,5
	74	PORTEFEUILLE	106 300 000	53 150 000	0,0		-	0,0
	75	INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES (INS)	200 186 000	100 093 000	0,0		-	0,0
	90	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET CLASSE MOYENNE	106 300 000	53 150 000	0,0	13 739 981	0,0	25,9
Subventions aux Services Ex-BPO			23 050 918 499	11 525 459 250	1,7	7 355 960 645	1,3	63,8
	10	PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 228 339 697	1 614 169 849	0,2	842 474 508	0,2	52,2
	37	SANTE PUBLIQUE	1 882 233 069	941 116 535	0,1	422 573 302	0,1	44,9
	48	MINES	10 245 478 145	5 122 739 073	0,8	3 488 307 211	0,6	68,1
	50	ENERGIE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES	702 338 401	351 169 201	0,1	247 473 096	0,0	70,5
	51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	1 684 103 573	842 051 787	0,1	492 045 612	0,1	58,4
	52	POSTES, TELECOMM. ET NVELLES TECHNO. DE L'INFORM. ET	1 695 198 108	847 599 054	0,1	618 494 588	0,1	73,0
	53	COMMUNICATION ET MÉDIAS	839 079 730	419 539 865	0,1	241 283 914	0,0	57,5
	57	TOURISME	2 774 147 776	1 387 073 888	0,2	1 003 308 413	0,2	72,3
Bourse d'Etudes			2 500 000 000	1 250 000 000	0,2	137 616 800	0,0	11,0
TVA Remboursable			632 081 466 695	316 040 733 348	47,7	375 763 000 000	67,0	118,9
Total général			1 325 064 430 459	662 532 215 230	100,0	560 947 527 589	100,0	84,7

***Source** : ESB à fin juin 2015*

3.2.1.5. Investissements

Les dépenses exécutées à fin juin 2015 au titre d'investissement comprennent les investissements du Gouvernement central (**57,4 milliards de FC**), la contrepartie de projets (**22,5 milliards de FC**), les investissements sur transfert aux Provinces (**40,8 milliards de FC**) ainsi que les investissements sur ressources extérieures (**171,9 milliards de**

FC), soit un total de **292,6 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **1.384,3 milliards de FC,** soit un taux d'exécution de **21,1%**.

3.2.1.5.1. Contrepartie des projets

Sur une prévision de **30,0 milliards de FC,** les dépenses exécutées au titre de la contrepartie des projets s'élèvent à **22,5 milliards de FC** représentant un taux d'exécution de **75,1%**. Leurs détails sont repris dans le tableau ci-après :

Tableau 6.5 : Contrepartie des projets

Section	BUDGET 2015				
	Voté	Prévisions linéaires à fin juin	Exécutions à fin juin	Struct. Exéc.	Tx Exéc.
COOPÉRATION INTERNATIONALE	1 000 000 000	500 000 000	1 035 000	0,0	0
Equipement divers /Don Belgique	1 000 000 000	500 000 000	1 035 000	0,0	0,2
INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	10 318 850 000	5 159 425 000	-	-	-
Implantation du réseau VSAT et kits solaires	3 000 000 000	1 500 000 000		0,0	0,0
Lancement du recensement administratif	7 318 850 000	3 659 425 000		0,0	0,0
FINANCES	3 493 227 079	1 746 613 540	-	-	-
Construction de Guichet Unique à Goma, Beni et Bukavu	1 164 415 027	582 207 514		0,0	0,0
Construction de Guichet Mahagi	1 164 409 026	582 204 513		0,0	0,0
Construction de Guichet Kassindi	1 164 403 026	582 201 513		0,0	0,0
SANTE PUBLIQUE	9 386 416 857	4 693 208 429	-	-	-
Vaccination Fond GAVI	1 775 013 150	887 506 575		0,0	0,0
SIDA fond mondial	2 130 015 781	1 065 007 891		0,0	0,0
Tuberculose	976 257 232	488 128 616		0,0	0,0
Paludisme	1 331 259 862	665 629 931		0,0	0,0
SG Santé Activité de PEV Systématique	2 173 870 832	1 086 935 416		0,0	0,0
Projet "SUN"	1 000 000 000	500 000 000		0,0	0,0
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE	1 000 000 000	500 000 000	-	-	-
Contrat d'Etudes	1 000 000 000	500 000 000		0,0	0,0
COMMISSION NATIONALE POUR l'UNESCO	715 230 707	357 615 354	14 183 714	0,1	4
Projet élaboration du programme national des cours d'éducation à la vie	715 230 707	357 615 354	14 183 714	0,1	4,0
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE	128 551 000	64 275 500	-	-	-
Observation des mouvements des volcans	128 551 000	64 275 500		0,0	0,0
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, URBANISME ET HABITAT	1 331 259 861	665 629 931	198 002 520	0,9	30
Elaboration d'un schèma national d'Aménagement du Territoire (UAAT)	443 753 287	221 876 644		0,0	0,0
Définition de la politique nationale de l'AT (UAAT)	443 753 287	221 876 644	99 099 420	0,4	44,7
Elaboration des textes légaux et règlementaires produits (UAAT)	443 753 287	221 876 644	98 903 100	0,4	44,6
AGRICULTURE, PECHE ET ELEVAGE	3 797 099 804	1 898 549 902	15 679 654 299	69,6	826
Appui à la Formation des Ingenieurs et Techniciens en Ress. Renouv.	266 251 973	133 125 987		0,0	0,0
Programme de Relance Agricole dans la Province de l'Equateur (PRAPE)	266 251 971	133 125 986	7 650 293 940	34,0	5746,7
Projet d'appui aux Groupements d'élèveurs / Senivel	222 694 925	111 347 463		0,0	0,0

Section	BUDGET 2015				
	Voté	Prévisions linéaires à fin juin	Exécutions à fin juin	Struct. Exéc.	Tx Exéc.
Etude du Secteur Agricole	177 501 315	88 750 658	2 548 788 930	11,3	2871,9
Projet d'appui à la Relance et à la Réhab.du secteur Agricole PARRSA	515 564 107	257 782 053	2 933 750 529	13,0	1138,1
Appui à l'amelioration de la production vivière	266 251 972	133 125 986		0,0	0,0
Programme de Relance Agricole dans la Province de l'Equateur(PRAPE)	177 501 315	88 750 658		0,0	0,0
Programme de Réhabilitaion de l'Agriculture dans la Province Orientale(PRAPO)	266 251 973	133 125 987		0,0	0,0
Contrepartie/ Programme de Relance Agricole dans la Province Orientale (PRAPO)	266 251 973	133 125 987		0,0	0,0
Programme d'Appui aux pôles d'Approvisionnement de Kinshasa	459 873 957	229 936 979		0,0	0,0
Projet de Relance Production Semences / SENASEM	912 704 323	456 352 162	2 546 820 900	11,3	558,1
DÉVELOPPEMENT RURAL	2 000 000 000	1 000 000 000	250 056 460	1,1	25
Développement Rural intégré de Kitshini	300 000 000	150 000 000		0,0	0,0
réhabilitation des bâtiments administratifs ds le cadre du projet PADIR	610 000 000	305 000 000		0,0	0,0
UCAG / MINIDER	250 000 000	125 000 000		0,0	0,0
PAMOVI	340 000 000	170 000 000	250 056 460	1,1	147,1
Appui à la Modenisation des Villages	500 000 000	250 000 000		0,0	0,0
INDUSTRIE	1 000 000 000	500 000 000	195 300 000	0,9	39,1
Opérationalisation de la Cimentrie CIPOR	1 000 000 000	500 000 000	195 300 000	0,9	39,1
COMMERCE EXTÉRIEUR	943 753 287	471 876 644	-	0,0	0,0
Construction Guichet Unique de commerce	443 753 287	221 876 644		0,0	0,0
Appui au Cadre Intégré Renforcé	500 000 000	250 000 000		0,0	0,0
ENERGIE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES	8 277 473 635	4 138 736 817	2 409 340 819	10,7	58,2
Etudes sur l'électrification par pico centrale hydro électrique de 200Kwa (60 Villages)	285 436 315	142 718 158	113 245 044	0,5	79,3
SNEL Développement du site d'Inga par la construction d'Inga 3	782 200 000	391 100 000	80 656 576	0,4	20,6
Fourniture d'une turbine Francis pour le groupe de la Centrale Inga 2B	78 156 492	39 078 246		0,0	0,0
Electrification du Monde Rural	326 671 317	163 335 658		0,0	0,0
Construction de la Centrale Hydroélectrique de KIPUSHI	421 889 583	210 944 792		0,0	0,0
Microcentrale hydroélectrique Bwama / Rutshuru / Nord-Kivu	251 658 823	125 829 412		0,0	0,0
Réhabilitation du barrage de la Tshopo à Kisangani	166 030 620	83 015 310		0,0	0,0
Construction Centrale Hydro-Electrique de KAKOBOLA/Bandundu	4 163 042 000	2 081 521 000	1 001 519 538	4,4	48,1
Electrification de Gombe-matadi, Nkamba, Luozi	229 530 554	114 765 277		0,0	0,0
Electrification transformataire de Zongo, Mole, Libenge et ses Environnements RDC	196 685 799	98 342 900		0,0	0,0
Etude pour la construction d'une usine de 510000 m3/Jour, d'un réservoir de 1500000 m3 et l'extension du réseau	1 376 172 132	688 086 066	1 213 919 661	5,4	176,4
TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	5 000 000 000	2 500 000 000	1 433 699 887	6,4	57,3
Projet transport Multimodal	5 000 000 000	2 500 000 000	1 433 699 887	6,4	57,3
ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	1 500 594 342	750 297 171	321 384 000	1,4	42,8
Autres soins de protection de l'Environnement / crédit IDA	1 500 594 342	750 297 171	321 384 000	1,4	42,8
EMPLOI ET TRAVAIL	545 347 230	272 673 615	-	-	-
Appui à la révitalisation du gr thématique de la protection soc (GTPS) par la mise en œuvre de la réalisation	545 347 230	272 673 615		0,0	0,0
GENRE, FAMILLE ET ENFANT	1 000 000 000	500 000 000	-	-	-
Equipements divers	1 000 000 000	500 000 000		0,0	0,0
INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES (INS)	4 000 000 000	2 000 000 000	2 024 159 628	9,0	101
Organisation 2ème Recensement Général de la Population et de l'habitat (RGP) /DPRH / UNFPA	4 000 000 000	2 000 000 000	2 024 159 628	9,0	101,2

Section	BUDGET 2015				
	Voté	Prévisions linéaires à fin juin	Exécutions à fin juin	Struct. Exéc.	Tx Exéc.
FONDS NATIONAL DE PROMOTION ET DE SERVICE SOCIAL (F.N.P.S.S)	977 922 003	488 961 002	-	-	-
Contre partie /Equipement divers (ONEM)	299 666 202	149 833 101		0,0	0,0
Contrepartie/ équipements divers (FNPSS)	678 255 801	339 127 901		0,0	0,0
POLICE NATIONALE	3 584 274 196	1 792 137 098	-	-	-
Mise en œuvre de la réforme de la Police	1 000 000 000	500 000 000		0,0	0,0
Construction/Accompagnement réforme / Don multibailleurs (USA, R-U,Japon,Allemagne, PNUD)	1 110 363 693	555 181 847		0,0	0,0
Equipements/Accompagnement réforme / Don multibailleurs (USA, R-U,Japon,Allemagne, PNUD)	1 473 910 503	736 955 252		0,0	0,0
TOTAL GENERAL	60 000 000 000	30 000 000 000	22 526 816 327	100	75,1

Source : ESB/DPSB à fin juin 2015

3.2.1.5.2. Investissements sur Ressources Propres du Pouvoir central et des Provinces

Dans le cadre des investissements sur ressources propres en faveur du Pouvoir central, sur une prévision de la période de **56,2 milliards de FC**, les dépenses exécutées se sont élevées à **57,4 milliards de FC** représentant un taux d'exécution de **102,0%**.

Tableau 6.6 : Investissements sur ressources propres

Section / Projet	Budget Voté	Prév Lin (6mois)	Somme de Montantpayé	Tx Exec
PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE				
Achat de véhicules terrestres	300 000 000	150 000 000	56 637 000	37,76
Ramassage et transformation de produits Agricoles dans la Province de Bandundu et Bas-Congo	399 411 215	199 705 608	47 151 612	23,61
Total PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 926 164 017	963 082 009	103 788 612	10,78
CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX				
Acquisition de véhicules terrestres	500 000 000	250 000 000	155 719 200	62,29
Total CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	500 000 000	250 000 000	155 719 200	62,29
DÉCENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIERES				
Acquisition d'équipement et moblier de bureau	200 000 000	100 000 000	74 400 000	74,40
Total DÉCENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIERES	200 000 000	100 000 000	74 400 000	74,40
INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ				
Réhabilitation bâtiment des Services Généraux	120 461 000	60 230 500	59 545 850	98,86
Acquisition d'équipements divers	153 616 600	76 808 300	68 915 000	89,72
Acquisition de Charoi automobile	112 341 900	56 170 950	378 887 280	674,53
Achat des Vehicules pour l'inspection Générale de la Territoriale	154 080 000	77 040 000	379 113 620	492,10
Total INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	621 368 500	310 684 250	886 461 750	285,33
DÉFENSE NATIONALE				
Réhabilitation du camp CETA	2 976 380 000	1 488 190 000	278 132 990	18,69
Total DÉFENSE NATIONALE	13 547 980 887	6 773 990 444	278 132 990	4,11
ÉCONOMIE NATIONALE				
Construction d'un fichier informatique des Opérateurs Economiques	143 178 000	71 589 000	70 959 922	99,12
Formalisation de l'économie informelle	125 956 000	62 978 000	176 168 780	279,73
Total ÉCONOMIE NATIONALE	911 002 776	455 501 388	247 128 702	54,25
BUDGET				
Réhabilitation de l'Immeuble l'hôtel du Budget	1 686 887 901	843 443 951	1 695 952 830	201,07
Total BUDGET	3 729 903 324	1 864 951 662	1 695 952 830	90,94

Section / Projet	Budget Voté	Prév Lin (6mois)	Somme de Montantpayé	Tx Exec
PLAN ET REVOLUTION DE LA MODERNITE				
Appui à la cellule de mise en œuvre de la Révolution de la modernité	316 229 000	158 114 500	1 123 648 260	710,65
Appui à la collecte des données des secteurs sociaux/DSS	205 097 000	102 548 500	487 672 470	475,55
Renforcement de Capacités Techniques et Institutionnelles de la CONAPO	381 316 862	190 658 431	238 798 000	125,25
Harmonisation des projets d'investissement pouv.central et province	254 909 000	127 454 500	97 132 670	76,21
Total PLAN ET REVOLUTION DE LA MODERNITE	4 639 130 707	2 319 565 354	1 947 251 400	83,95
INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS				
Réunification routière	4 886 820 184	2 443 410 092	7 700 682 751	315,16
Réhabilitation de la route Ndjili brasserie-Kasangulu	1 171 532 000	585 766 000	372 000 000	63,51
Construction digue NGANU / KINGABWA	374 619 000	187 309 500	1 059 981 504	565,90
Construction de la Route MUKULU-GUNGU-KAKOBOLA	794 861 000	397 430 500	145 794 000	36,68
Constructionde Bâtiment pour le PNMLS	240 142 000	120 071 000	18 923 161 507	15759,98
Réhabilitation de la route Idiofa-Mukuku Idiofa	1 409 129 000	704 564 500	3 255 000 000	461,99
Construction bâtiment pour la CPCC	96 057 000	48 028 500	8 590 090 098	17885,40
Total INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	12 703 318 184	6 351 659 092	40 046 709 860	630,49
INDUSTRIE				
Projet / Etudes de faisabilités dans zones économiques spéciales	649 514 000	324 757 000	150 000 000	46,19
Total INDUSTRIE	1 353 736 275	676 868 138	150 000 000	22,16
COMMERCE EXTÉRIEUR				
Renforcement des Capacités	536 166 001	268 083 001	74 400 000	27,75
Total COMMERCE EXTÉRIEUR	1 536 166 001	768 083 001	74 400 000	9,69
ENERGIE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES				
Hydraulique et éléctrification du Monde Rural	1 293 783 000	646 891 500	212 378 100	32,83
Etude de construction de la microcentrale hydroélectrique de 300 kw hydroforce au site de la rivière Kabangu	666 281 000	333 140 500	1 777 518 000	533,56
Elaboration de Politiques et stratégies énérgitiques	160 165 000	80 082 500	144 286 710	180,17
Electrification de la Ville de Mbandaka par l'énergie solaire	126 708 000	63 354 000	45 625 000	72,02
Etude d'électrification de la ville de Mbandaka par l'énergie solaire	397 384 000	198 692 000	93 129 240	46,87
AEP à KINDU /MANIEMA / COMMUNE D'ALUNGULI / RIVE DROITE	584 142 000	292 071 000	544 050 000	186,27
Appui en fin de travaux de la Construction de la Centrale hydroélectrique de KAKOBOLA	935 131 000	467 565 500	2 712 064 748	580,04
Poursuite des trvx d'électrification de KAMBA et GOMBE-MATADI(BAS-CONGO)	558 358 000	279 179 000	160 922 550	57,64
Adduction d'Eau Potable (AEP) à BUDJALA / EQUATEUR	199 476 000	99 738 000	70 196 193	70,38
Adduction d'Eau Potable (AEP) à KISANGANI	80 400 000	40 200 000	1 105 936 941	2751,09
Electrification du monde rural (agence nationale des services d'électrification rurale)	277 281 000	138 640 500	2 450 000 000	1767,16
Construction d'une ligne Electrique 220 V MALUKU-BUKANGA LONZO-MASIMANIMBA-BULUNGU-KIKWIT	374 053 000	187 026 500	586 715 430	313,71
Total ENERGIE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES	18 554 724 000	9 277 362 000	9 902 822 913	106,74
TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION				
Acquidition de baliseurs	595 966 550	297 983 275	44 137 994	14,81
Achat des véhicules pour City train	256 800 000	128 400 000	845 803 550	658,73
Total TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	2 033 101 212	1 016 550 606	889 941 544	87,55
CULTURE ET ARTS				
Réhabilitation du marché des esclaves à NSIAMPUMU	269 604 000	134 802 000	196 526 480	145,79
Construction du bâtiment annexe du Secrétariat Général de la Culture	193 391 000	96 695 500	58 979 230	60,99
Total CULTURE ET ARTS	937 058 329	468 529 165	255 505 710	54,53
FONCTION PUBLIQUE				
Acquisition de véhicules OCEP	190 000 000	95 000 000	59 126 000	62,24
Total FONCTION PUBLIQUE	1 674 363 000	837 181 500	59 126 000	7,06
POLICE NATIONALE				
Poursuite des travaux de la construction du bâtiment Administration Centrale	1 560 056 000	780 028 000	593 957 100	76,15
Total POLICE NATIONALE	4 675 654 000	2 337 827 000	593 957 100	25,41
TOTAL INVESTISSEMENTS SUR RESSOURCES PROPRES	112 422 987 131	56 211 493 566	57 361 298 610	102,05

Source : ESB à fin juin 2015

De même, dans le cadre du protocole d'accord pour la gestion concertée des investissements en provinces, il a été transféré des fonds de l'ordre de **40,8 milliards de FC** pour exécuter ces projets.

3.2.1.5.3. Investissements sur Ressources Extérieures

Les statistiques captées à fin juin 2015 renseignent, pour les projets d'investissements sur ressources extérieures, une exécution de **171,9 milliards de FC** contre une prévision de la période de **746,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **23,0%**.

Tableau 6.7 : Investissements sur ressources extérieures

LIBELLE PROJET	AGENCE	A FIN JUIN			CUMUL MONTANT CDF (MARS + JUIN)			STRUC
		MONTANT USD		MONTANT CDF	MONTANT USD		MONTANT CDF	
Banque Mondiale	CSPP/Finances							
Don BM/Projet d'appui à la réhabilitation et à la relance du secteur agricole (PARRSA)	CSPP/Finances	7 236 621,33	925,42	6 696 914 111,21	14 397 731,88	925,42	13 323 949 036,39	7,8
Don BM / Projet de renforcement des capacités en gouvernance (PRCG)	CSPP/Finances	6 645 467,18	925,42	6 149 848 237,72	10 209 497,00	925,42	9 448 072 713,74	5,5
Don BM / Enfants dits de la rue (EDR)	CSPP/Finances	539 609,56	925,42	499 365 479,02	916 844,56	925,42	848 466 292,72	0,5
Don BM / Projet de soutien à l'éducation de base (PROSEB)	CSPP/Finances	2 455 739,00	925,42	2 272 589 985,38	7 574 390,00	925,42	7 009 491 993,80	4,1
Don B M / Projet d'Appui à l'ouverture et l'entretien des routes hautement prioritaire (PROROUTES)	CSPP/Finances	5 366 686,00	925,42	4 966 438 558,12	7 254 665,00	925,42	6 713 612 084,30	3,9
Don BM /Projet de développement urbain (PDU)	CSPP/Finances	3 212 836,07	925,42	2 973 222 755,90	5 791 181,16	925,42	5 359 274 869,09	3,1
Don BM / PROMINES	CSPP/Finances	0,00	925,42	0,00	1 023 657,08	925,42	947 312 734,97	0,6
Don BM / Projet marché d'électrification en Afrique Australe (SAPMP)	CSPP/Finances	19 328 558,99	925,42	17 887 035 060,53	27 292 371,22	925,42	25 256 906 174,41	14,7
Don BM / Projet de transport multipmodal (PTM)	CSPP/Finances	11 978 467,76	925,42	11 085 113 634,46	22 856 432,99	925,42	21 151 800 217,61	12,3
Don BM / Projet forets et conservation de la nature (PFCN)	CSPP/Finances	0,00	925,42	0,00	2 127 172,73	925,42	1 968 528 187,80	1,1
Don BM/ Projet de renforcement des capacités de gestion des fonctions de base de l'administration publique(PRC-GAP)	CSPP/Finances	2 519 624,00	925,42	2 331 710 442,08	3 453 005,00	925,42	3 195 479 887,10	1,9
S/Total BM		59 283 609,89		54 862 238 264,40	102 896 948,62		95 222 894 191,92	55,4
Union Europeenne (en EURO)								0,0
Don UE/ Programme d'appui au Parlement	CSPP/Finances	4 555,83	1 045,91	4 764 988,16	44 102,92	1 045,91	46 127 685,06	0,0
Don UE/ Programme d'appui au démarrage de la Décentralisation en RDC	CSPP/Finances	777 110,46	1 045,91	812 787 601,22	1 226 675,78	1 045,91	1 282 992 465,06	0,7
Don UE / Projet d'appui à la Réforme de la Justice (PARJ)	CSPP/Finances	435 268,62	1 045,91	455 251 802,34	830 769,49	1 045,91	868 910 117,29	0,5
Don UE / PARJE UHAKI SAFI (Programme d'appui à la réforme de la Justice à l'Est de la RDC	CSPP/Finances	937 103,83	1 045,91	980 126 266,84	1 337 103,83	1 045,91	1 398 490 266,84	0,8
Don UE / Projet d'appui à l'accéleration des OMD 4 et 5 en RDC	CSPP/Finances	973 509,69	1 045,91	1 018 203 519,87	1 530 316,16	1 045,91	1 600 572 974,91	0,9
Don UE / Programme d'Appui au plan National des Devellopement Sanitaire	CSPP/Finances	3 694 360,47	1 045,91	3 863 968 559,18	4 621 662,73	1 045,91	4 833 843 265,93	2,8
Don U-E / Route National n°1	CSPP/Finances	6 992 433,56	1 045,91	7 313 456 184,74	10 050 241,80	1 045,91	10 511 648 401,04	6,1
Don UE / Programme d'aide au Commerce (AID-COM)	CSPP/Finances	697 184,09	1 045,91	729 191 811,57	886 262,30	1 045,91	926 950 602,19	0,5
Don U-E / Programme d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustes de la RDC	CSPP/Finances	1 219 447,54	1 045,91	1 275 432 376,56	1 442 447,94	1 045,91	1 508 670 724,93	0,9
Don UE / Politique Nationale de conservation et gestion de la foret et de la biodiversité	CSPP/Finances	593 997,44	1 045,91	621 267 862,47	658 997,44	1 045,91	689 252 012,47	0,4
Don UE / Prise en compte du changement climatique en RDC	CSPP/Finances	0,00	1 045,91	0,00		1 045,91	0,00	0,0
Don Union Européenne / Soutien aux éléctions Nationales en RDC	CSPP/Finances	0,00	1 045,91	0,00		1 045,91	0,00	0,0
Don U-E/Projet d'appui à la réforme de la police nationale(PARP)	CSPP/Finances	1 076 825,24	1 045,91	1 126 262 286,77	1 082 269,43	1 045,91	1 131 956 419,53	0,7

LIBELLE PROJET	AGENCE	A FIN JUIN			CUMUL MONTANT CDF (MARS + JUIN)			STRUC
		MONTANT USD		MONTANT CDF	MONTANT USD		MONTANT CDF	
Don U-E/Soutien aux elections	CSPP/Finances	249 617,60	1 045,91	261 077 544,02	249 617,60	1 045,91	261 077 544,02	0,2
Don U-E/Projet d'entretienet réhabilitation des infrastructures routières en RDC et amélioration de l'assainissement urbain/ PARAU	CSPP/Finances	1 618 287,00	1 045,91	1 692 582 556,17	1 618 287,00	1 045,91	1 692 582 556,17	1,0
Don U-E/ réhabilitation et réintégration socio économique après la guerre dans les régions de l'est de la RDC	CSPP/Finances	3 451 146,50	1 045,91	3 609 588 635,82	3 451 146,50	1 045,91	3 609 588 635,82	2,1
Don Royaume-Uni / Réhabilitation de la voirie à GOMA (Amélioration de l'eau, assais et l'hygi et les pauvres péri-urbaines	CSPP/Finances	1 175 754,76	1 045,91	1 229 733 661,03	2 176 399,40	1 045,91	2 276 317 896,45	1,3
Don UE / Programme d'appui à l'ordonnateur national	CSPP/Finances	1 629 284,00	1 045,91	1 704 084 428,44	1 629 284,00	1 045,91	1 704 084 428,44	1,0
Don UE / Appui au STAREC	CSPP/Finances	44 060,50	1 045,91	46 083 317,56	44 060,50	1 045,91	46 083 317,56	0,0
S/Total UE		22 720 847,87	1 045,91	26 743 863 402,74	32 879 644,82		34 389 149 313,69	20,0
BAD	CSPP/Finances	0,00				925,42		0,0
Don BAD / Projet d'appui à la modernisation de finances publiques	CSPP/Finances	5 421 460,40	925,42	5 017 127 883,37	5 421 460,40	925,42	5 017 127 883,37	2,9
Prêt BAD / Projet de Réhabilitation de la Route Batshamba-Tshikapa, section Pont Loage-Pont Lovua	CSPP/Finances	1 410 987,00	925,42	1 305 755 589,54	4 198 174,00	925,42	3 885 074 183,08	2,3
Don BAD / PROJET DE Rehab Batshamba-tshikapa section pont luange LOANGE-Pont lovua	CSPP/Finances	4 198 174,00	925,42	3 885 074 183,08	4198174	925,42	3 885 074 183,08	2,3
Don BAD / Projet d'appui au développement des infrastructures rurales (PADIR)	CSPP/Finances	2 026 230,07	925,42	1 875 113 831,38	3 547 361,30	925,42	3 282 799 094,25	1,9
Don BAD / Projet d'appui au dvlppement du site Inga et l'accès à l'électricité	CSPP/Finances	5 827 689,16	925,42	5 393 060 102,45	5 827 689,16	925,42	5 393 060 102,45	3,1
Don BAD / Projet de Devlp d'Inga3-Inga / PATCD/FEF	CSPP/Finances	0,00	925,42	0,00	99 754,83	925,42	92 315 114,78	0,1
Don BAD/ Projet prioritaire-sécurité aérienne	CSPP/Finances	4 220 677,06	925,42	3 905 898 964,87	19 519 789,15	925,42	18 064 003 275,19	10,5
Don BAD/ Projet de Mob et révitalisation des ress humaines de l'administration publique (PMR-RH)	CSPP/Finances	761 163,55	925,42	704 395 972,44	2 637 532,20	925,42	2 440 825 048,52	1,4
Don BAD / Projet de renforcement des cptés des infrastruct socio econ ds les regions du centre(PRISE)	CSPP/Finances	0,00	925,42	0,00	259 880,61	925,42	240 498 714,11	0,1
S/Total BAD		23 866 381,24	925,42	22 086 426 527,12	45 709 815,65		42 300 777 598,82	24,6
TOTAL INVESTISSEMENTS RESSOURCES EXTERIEURES				103 692 528 194,26			171 912 821 104,43	100,0

Source : TOFE-PGAI

- **La Banque mondiale** a financé à hauteur de **95,2 milliards de FC** les projets qui concernent notamment : le marché d'électrification (**25,3 milliards de FC**)**,** l'appui à la réhabilitation et à la relance du secteur agricole (**13,3 milliards de FC**), le transport multimodal (**21,2 milliards de FC**), le renforcement de capacité en gouvernance (**9,4 milliards de FC**), … ;
- **La Banque Africaine de Développement** est intervenue à concurrence de **42,3 milliards de FC** dont **18,1 milliards de FC** pour appuyer la sécurité aérienne, le développement du site d'Inga et l'accès à l'électricité (**5,4 milliards de FC**), la modernisation des finances publiques (**5,0 milliards de FC**), la réhabilitation de la route Batshamba-Tshikapa, section pont Luange-pont Lovua (**3,9 milliards de FC**), …
- **L'Union Européenne** : **34,4 milliards de FC** pour le financement des différents projets notamment : projet route national n°1 (**10,5 milliards de FC**), programme d'appui au plan national de

développement sanitaire (**4,8 milliards de FC**), programme d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres (**1,5 milliards de FC**).

3.2.1.6. Dépenses exceptionnelles sur ressources propres

Durant le premier semestre de l'exercice 2015, le Gouvernement a décaissé **39,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **82,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **47,9%**. Ces décaissements ont été effectués uniquement sur ressources propres, essentiellement en faveur de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et des Affaires Humanitaires pour la prise en charge des sinistres et calamités.

Tableau 6.8 : Dépenses exceptionnelles sur ressources propres à fin juin 2015

Section	BUDGET 2015				
	Voté	Prévisions linéaires à fin juin	Exécutions à fin juin	Struc. Exéc.	Taux Exéc.
BUDGET	12 000 000 000	6 000 000 000	417 630 130	1,1	7,0
Réserve Budgétaire	12 000 000 000	6 000 000 000	417 630 130	1,1	7,0
ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITÉ NATIONALE	5 000 000 000	2 500 000 000	448 468 440	1,1	17,9
Sinistres et calamités (Réserves)	5 000 000 000	2 500 000 000	448 468 440	1,1	17,9
COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)	148 486 336 760	74 243 168 380	38 791 463 200	97,8	52,2
Elections senatoriales et provinciales	148 486 336 760	74 243 168 380	38 791 463 200	97,8	52,2
TOTAL DEPENSES EXCEPTIONNELLES SUR RESSOURCES PROPRES	165 486 336 760	82 743 168 380	39 657 561 770	100,0	47,9

***Source** : ESB à fin juin 2015*

3.2.1.7. Dépenses de lutte contre la pauvreté (DLCP)

Les dépenses de lutte contre la pauvreté ont été identifiées conformément aux critères définis par la lettre n° 090/CAB/ MIN/BUDGET/iti/lok/2006 du 03 janvier 2006 du Ministre du Budget, portant définition des dépenses pro-pauvres. Les administrations concernées sont principalement l'EPS-INC & ETP, la Santé, l'Agriculture, le Développement Rural,…

Ces dépenses ont été exécutées à fin juin 2015 à hauteur de **661,5 milliards de FC**, soit **48,2%** d'exécution par rapport à ses prévisions de la période chiffrées à **1.373,1 milliards de FC**.

L'essentiel de ces dépenses a été consacré à la rémunération **(456,9 milliards de FC),** aux investissements sur transfert aux provinces et ETD **(38,8 milliards de FC),** aux investissements sur ressources propres **(21,1 milliards de FC),** aux contreparties de projets **(19,9 milliards de FC),** aux fonctionnements des institutions **(12,8 milliards de FC)** et des ministères **(12,6 milliards de FC)** ainsi qu'aux subventions aux organismes auxiliaires **(12,8 milliards de FC).**

Tableau 7 : DLCP par Rubrique budgétaire

RUBRIQUE	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Struct. Prév.lin.	Exécution	Struct. Exéc.	Taux Exéc.
Bourse d'Etudes	2 500 000 000	1 250 000 000	0,1	137 616 800	0,0	11,0
Charges Communes	51 188 440 942	25 594 220 471	1,9	8 089 872 101	1,2	31,6
Contrepartie des Projets	32 222 044 548	16 111 022 274	1,2	19 871 692 655	3,0	123,3
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	5 000 000 000	2 500 000 000	0,2	448 468 440	0,1	17,9
Financement des Réformes	3 400 000 000	1 700 000 000	0,1		0,0	0,0
Fonctionnement des Institutions	68 398 034 091	34 199 017 046	2,5	12 846 517 814	1,9	37,6
Fonctionnement des Ministères	147 507 368 651	73 753 684 326	5,4	12 641 521 150	1,9	17,1
Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	29 918 287 543	14 959 143 772	1,1	5 072 096 316	0,8	33,9
Investissements sur Ressources Extérieures	467 877 224 788	233 938 612 394	17,0	71 959 723 999	10,9	30,8
Investissements sur Ressources Propres	42 924 699 497	21 462 349 749	1,6	21 091 634 686	3,2	98,3
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	909 366 722 593	454 683 361 297	33,1	38 790 154 858	5,9	8,5
Rémunérations	947 406 213 329	473 703 106 665	34,5	456 857 234 485	69,1	96,4
Subventions aux Organismes Auxiliaires	34 948 015 494	17 474 007 747	1,3	12 783 843 176	1,9	73,2
Subventions aux Services Ex-BPO	3 566 336 642	1 783 168 321	0,1	914 618 914	0,1	51,3
Total DLCP	2 746 223 388 118	1 373 111 694 059	100,0	661 504 995 393	100,0	48,2

Source : ESB à fin juin 2015

Tableau 8 : DLCP par administration

Code Section	Libellé Section	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Strcu. Bud. Voté	Exécution	Strcu. Exéc.	Taux Exéc.
9	CHARGES COMMUNES	51 188 440 942	25 594 220 471	1,9	8 089 872 101	1,2	31,6
10	PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE	4 500 057 181	2 250 028 591	0,2	11 004 047 092	1,7	489,1
12	SERVICE NATIONAL	5 468 847 765	2 734 423 883	0,2	1 548 553 456	0,2	56,6
18	ASSEMBLÉE NATIONALE	3 062 704 729	1 531 352 365	0,1		0,0	0,0
20	POUVOIR JUDICIAIRE	118 537 182 241	59 268 591 121	4,3	34 106 147 539	5,2	57,5
22	AFFAIRES ÉTRANGERES	270 674 766	135 337 383	0,0	74 864 927	0,0	55,3
27	DÉFENSE NATIONALE	739 319 580	369 659 790	0,0	369 659 790	0,1	100,0
30	FINANCES	2 090 202 108	1 045 101 054	0,1	498 920 400	0,1	47,7
32	PLAN ET REVOLUTION DE LA MODERNITE	816 760 450	408 380 225	0,0	207 415 650	0,0	50,8
37	SANTE PUBLIQUE	321 219 204 856	160 609 602 428	11,7	87 858 338 793	13,3	54,7
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE	635 305 530 892	317 652 765 446	23,1	257 518 079 752	38,9	81,1
39	COMMISSION NATIONALE POUR l'UNESCO	2 284 200 055	1 142 100 028	0,1	79 622 589	0,0	7,0
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	129 035 009 388	64 517 504 694	4,7	60 971 547 844	9,2	94,5
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE	3 879 002 883	1 939 501 442	0,1	1 643 742 790	0,2	84,8
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	48 407 940 035	24 203 970 018	1,8	24 185 302 387	3,7	99,9
43	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, URBANISME ET HABITAT	27 346 637 687	13 673 318 844	1,0	6 813 216 920	1,0	49,8
44	AGRICULTURE, PECHE ET ELEVAGE	89 944 311 887	44 972 155 943	3,3	40 159 605 936	6,1	89,3
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	45 758 139 732	22 879 069 866	1,7	9 175 505 715	1,4	40,1
50	ENERGIE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES	161 768 341 357	80 884 170 678	5,9	41 802 877 592	6,3	51,7
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	67 056 064 818	33 528 032 409	2,4	7 850 003 405	1,2	23,4
55	AFFAIRES FONCIERES	7 675 102 915	3 837 551 458	0,3	2 449 474 635	0,4	63,8
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	8 550 134 775	4 275 067 388	0,3	3 635 715 321	0,5	85,0
57	TOURISME	507 549 762	253 774 881	0,0	226 741 866	0,0	89,3
59	JEUNESSE	224 648 856	112 324 428	0,0	113 753 988	0,0	101,3
60	SPORTS ET LOISIRS	261 813 452	130 906 726	0,0	20 783 688	0,0	15,9
61	FONCTION PUBLIQUE	1 070 705 714	535 352 857	0,0	656 126 000	0,1	122,6

Code Section	Libellé Section	Budget Voté	Prév. Lin. (6 mois)	Strcu. Bud. Voté	Exécution	Strcu. Exéc.	Taux Exéc.
62	EMPLOI ET TRAVAIL	1 514 593 696	757 296 848	0,1	561 680 676	0,1	74,2
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	4 519 638 412	2 259 819 206	0,2	823 577 436	0,1	36,4
64	AFFAIRES SOCIALES	24 554 858 813	12 277 429 407	0,9	11 316 665 386	1,7	92,2
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	47 386 305 124	23 693 152 562	1,7	2 464 210 754	0,4	10,4
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITÉ NATIONALE	5 226 685 353	2 613 342 677	0,2	491 143 412	0,1	18,8
76	COUR DES COMPTES	2 706 642 296	1 353 321 148	0,1	534 324 847	0,1	39,5
78	FONDS NATIONAL DE PROMOTION ET DE SERVICE SOCIAL (F.N.P.S.S)	385 975 131	192 987 566	0,0	208 986 840	0,0	108,3
84	POLICE NATIONALE	6 252 813 132	3 126 406 566	0,2	3 233 684 729	0,5	103,4
88	PROVINCES (40%)	909 366 722 593	454 683 361 297	33,1	38 790 154 858	5,9	8,5
91	INSPECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL	4 696 551 034	2 348 275 517	0,2	1 304 037 312	0,2	55,5
98	ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	2 644 073 709	1 322 036 855	0,1	716 608 964	0,1	54,2
Total DLCP		2 746 223 388 118	1 373 111 694 059	100,0	661 504 995 393	100,0	48,2

Source : ESB/DPSB à fin juin 2015

3.2.2.Budgets annexes

A fin juin 2015, les dépenses des budgets annexes ont été exécutées globalement à hauteur de **248,1 milliards de FC**. Par rapport aux prévisions linéaires de **267,5 milliards de FC**, elles représentent un taux d'exécution de **92,8%**.

Tableau 9 Dépenses des Budgets annexes à fin juin 2015

N°	LIBELLE	VOTE	PREVISION LINEAIRE A FIN JUIN	EXECUTIONS A FIN JUIN	Struc	TAUX EXEC. (%)
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	125 058 150 000	62 529 075 000	43 145 061 750	17,4	69,0
2	SANTE PUBLIQUE	409 963 241 940	204 981 620 970	204 981 620 970	82,6	100,0
TOTAL		**535 021 391 940**	**267 510 695 970**	**248 126 682 720**	**100,0**	**92,8**

Source : DPSB

3.2.3. Comptes spéciaux

A fin juin 2015, les dépenses des comptes spéciaux ont été exécutées globalement à hauteur de **146,0 milliards de FC**. Par rapport aux prévisions linéaires de **187,6 milliards de FC**, elles représentent un taux d'exécution de **77,9%**.

Tableau 10 Dépenses de Comptes spéciaux à fin juin 2015

N°	LIBELLE	LOI DE FINANCES 2015				
		VOTE	PREVISION LINEAIRE	EXECUTION A FIN JUIN 2015	STRUC EXEC	TX EXEC
1	Fonds National d'Entretien Routier (FONER)	105 244 194 965	52 622 097 483	52 622 097 483	36,0	100,0
2	Fonds de Promotion de l'Education Nationale (FPEN)	2 587 135 460	1 293 567 730	517 427 092	0,4	40,0
3	Fonds de Promotion Culturelle (FPC)	6 085 867 004	3 042 933 502	1 217 173 401	0,8	40,0
4	Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)	124 909 609 356	62 454 804 678	31 227 402 339	21,4	50,0
5	Fonds de Contepartie des Projets (FCP)	12 491 544 100	6 245 772 050	1 873 731 615	1,3	30,0
6	Office des Petites et Moyennes Entreprises du Congo (OPEC)	528 360 000	264 180 000	79 254 000	0,1	30,0
7	Regie des Voies Aeriennes /Go-Pass (RVA)	77 700 000 000	38 850 000 000	38 850 000 000	26,6	100,0
8	Fonds Forestier National	12 562 801 131	6 281 400 566	3 140 700 283	2,2	50,0
9	Fonds Spécial de Développement	33 000 000 000	16 500 000 000	16 500 000 000	11,3	100,0
TOTAL GENERAL		**375 109 512 016**	**187 554 756 008**	**146 027 786 212**	100,0	77,9

Source : DPSB

IV. SOLDE BUDGETAIRE

Les recettes réalisées au cours du premier semestre 2015 s'élèvent à **2.866,9 milliards de FC** contre les dépenses exécutées de l'ordre de **2.598,9 milliards de FC**, dégageant un solde positif de **267,9 milliards de FC**.

Etant donné que les budgets annexes et les comptes spéciaux se sont exécutés en équilibre, ce solde résulte de la différence entre les recettes et les dépenses du budget général.

CONCLUSION

L’exécution du budget à fin juin 2015 montre un niveau de recettes insuffisant par rapport aux assignations de la période. Ce niveau de réalisation a toutefois permis de mener, un tant soit peu, les principales actions des objectifs du Programme d’action du Gouvernement.

Il est donc important de repenser les stratégies de maximisation des recettes internes et rechercher les voies et moyens susceptibles de financer les besoins exprimés. Un meilleur encadrement de la TVA et la mise en œuvre des mesures préconisées par les administrations financières et les services d’assiette s’avèrent indispensables.

Les ressources extérieures indiquent également un taux d’exécution faible. Les efforts en cours devront améliorer le captage de leurs statistiques.